

Comité Permanent Inter Etats de Lutte
contre la Sécheresse dans le Sahel



PROGRAMME DE TRAVAIL 2009-2013 du CILSS

VOLUME I

RAPPORT DE SYNTHÈSE

Décembre 2008

**Soumis à la Quinzième Réunion du Comité Régional
de Programmation et de Suivi (CRPS)**



Table des matières

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES.....	4
INTRODUCTION.....	7
I. APERÇU DU CONTEXTE D'INTERVENTION DU CILSS.....	8
1.1. Contexte de l'action du CILSS au Sahel et en Afrique de l'Ouest.....	8
1.2. Organisation et pôles de services du CILSS.....	9
II. BILAN SUCCINCT DU PROGRAMME DE TRAVAIL 2004-2008.....	12
2.1. Rappel du Programme de travail 2004 - 2008.....	12
2.2. Bilan de la mise en œuvre du Programme de travail 2004-2008.....	12
2.3. Synthèse des difficultés et principaux enseignements.....	13
III. PRESENTATION DU PROGRAMME DE TRAVAIL 2009-2013.....	15
3.1. Descriptif du contexte des interventions du CILSS.....	15
3.1.1. Principales orientations du Conseil des Ministres d'avril 2008.....	15
3.1.2. Stratégies et Vision 2020 du CILSS.....	16
3.1.3. Politiques sectorielles.....	16
3.2. Programme de travail et approche programme.....	17
3.3. Présentation du Programme de travail 2009-2013.....	18
3.3.1. Processus d'élaboration.....	18
3.3.2. Synoptique des objectifs.....	19
3.3.3. Présentations des résultats attendus et des grandes lignes d'actions.....	20
3.3.3.1. Composante « Sécurité alimentaire ».....	20
3.3.3.2. Composante « Gestion des ressources naturelles ».....	25
3.3.3.3. Composante « Maîtrise de l'eau ».....	31
3.3.3.4. Composante « Accès aux marchés ».....	33
3.3.3.5. Composante « Management ».....	37
IV. DISPOSITIF DE CONTROLE ET DE SUIVI-EVALUATION.....	41
4.1. Système de contrôle.....	41
4.1.1. Un contrôle interne renforcé.....	41
4.1.2. Un contrôle externe optimisé.....	41
4.2. Dispositif de suivi-évaluation.....	42

V. BUDGET DE MISE EN ŒUVRE	43
VI. PRISE EN COMPTE DU GENRE ET DE L'IMPACT	45
ENIRONNEMENTAL	45
6.1. Stratégie en matière de genre et d'égalité des sexes.....	45
6.2. Stratégie en matière d'environnement	45

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

Abréviations	Définitions
ABN	Autorité du Bassin du Niger
AEP	Approvisionnement en Eau Potable
AGRIS	Agricultural Information System
AGROMETINFO-AO	Contribution au développement agricole et à la sécurité alimentaire de l'Afrique de l'Ouest par la diffusion de l'information agrométéorologique
AgWA	Agricultural Water for Africa
AM	Accès aux Marchés
AO	Afrique de l'Ouest
APE	Accords de Partenariat Economique
APENS	Programme régional d'augmentation des précipitations par ensemencement des nuages au Sahel
BAD	Banque Africaine de Développement
BDS	Business Development Services
CC	Changement climatique
CCD	Convention des Nations Unies de lutte contre la désertification
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CENSAD	Communauté des Etats Sahélo-Sahariens
CILSS	Comité Permanent inter - Etats de lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CONACILSS	Comités Nationaux du CILSS
CORESA	Conseil Régional de Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest
CPC	Comité des Partenaires du CILSS
CPCA	Calendrier de Prévision des Crises Alimentaires
CRA	Centre Régional Agro-Hydro-Météorologique
CRB	Comité Régional de Biosécurité
CRC	Cadre Régional de Concertation
CRP	Comité Régional de Pilotage
CRPS	Comité Régional de Programmation et de Suivi
CSAO	Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest
CSP	Comité Sahélien des Pesticides
CTG	Comité Technique et de Gestion
ECOWAP	Politique Agricole de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
ECOWEP	Politique Environnementale de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FCFA	Franc de la Communauté financière africaine
FIDA	Fonds international de Développement Agricole
FRDA	Fonds régional de développement agricole
GDT	Gestion Durable des Terres
GEPEC	Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences

GIRE	Gestion Intégrée des ressources en Eau
GRN	Gestion des Ressources Naturelles
IFDC	International Center for Soil Fertility & Agricultural Development
INSAH	Institut du Sahel
IREM/LCD	Initiative Régionale Environnement Mondial et Lutte Contre la Désertification
IWMI	International Water Management Institute
LCD	Lutte Contre la Désertification
LCD-RPS	Lutte Contre la Désertification pour la Réduction de la Pauvreté au Sahel
ME	Maîtrise de l'eau
MDP	Mécanisme de développement propre
MOU	Mémorandum of Understanding
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
OIG	Organisation Intergouvernementale
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMVS	Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal
ONG	Organisations non Gouvernementales
OOAS	Organisation Ouest Africaine de la Santé
OP	Organisations Professionnelles
PADPAS	Projet d'Appui au Développement de la Pêche et de l'Agriculture au Sahel
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PAN/LCD	Programme d'Action National de Lutte contre la Désertification
PASR RV	Programme d'action sous-régional de réduction de la vulnérabilité des pays de l' Afrique de l'Ouest et du Tchad face au changement climatique
PAU	Politique Agricole de l'Union (UEMOA)
PAPED	Programme APE pour le Développement
PCAE	Politique cadre d'amélioration de l'Environnement (UEMOA)
PCD	Programme Communautaire de Développement
PD	Population et Développement
PDDAA	Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine
PIB	Produit Intérieur Brut
PLED	Plan Local d'Energie Domestique
PNED	Plan National d'Energie Domestique
PNIA	Programme National d'Investissement Agricole
PPP	Partenariat Public-Privé
PRA	Programme Régional d'Appui
PRADPIS	Programme Régional d'Appui au Développement de la Petite Irrigation au Sahel
PREDAS	Programme Régional de Promotion des Energies Domestiques et Alternatives au Sahel
PREGEC	Prévention et Gestion des Crises Alimentaires
PRIA	Programme Régional d'Investissement Agricole
PRODIMIA	Programme Régional de Développement et d'Intégration du Marché des Intrants Agricoles
PRS	Programme régional solaire
PT	Programme de Travail
PTF	Partenaires Techniques et Financiers

RE	Ressource en eau
RESIMAO	Réseau des Systèmes d'Information sur les Marchés en Afrique de l'Ouest
RH	Ressources Humaines
ROPPA	Réseau des organisations paysannes et de producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest
RPCA	Réseau de prévention des crises alimentaires
SA	Sécurité Alimentaire
SARDI	Sustainable Agriculture and Rural Development Initiative
SE	Secrétariat exécutif
SED	Stratégie d'Energie Domestique
SIM	Système d'Information sur les Marchés
SISA	Système d'information agricole
SIVE	Système d'Information et de Veille Environnementale
SNSA	Stratégie nationale de sécurité alimentaire
TEC	Tarif Extérieur Commun
UA	Union Africaine
UAM	Unité d'Appui au Management
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMA	Union du Maghreb Arabe

INTRODUCTION

Le CILSS a été créé le 12 septembre 1973 à Ouagadougou (Burkina Faso) suite aux sécheresses catastrophiques des années 1968 et 1973, avec pour mandat de **s'investir dans la recherche de la sécurité alimentaire et la lutte contre les effets de la sécheresse et de la désertification pour un nouvel équilibre écologique au Sahel**. Les interventions de l'Institution ciblent notamment neuf (9) pays de la bande sahélienne, à savoir le Burkina Faso, le Cap Vert, la Gambie, la Guinée Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad. Au-delà du Sahel, la zone d'intervention du CILSS s'étend de plus en plus à l'ensemble de la région Afrique de l'Ouest, notamment à travers la dynamique de coopération engagée avec les principales OIG d'intégration régionale.

A l'image des autres régions à l'échelle mondiale, la zone d'intervention du CILSS est affectée par de nombreux chocs, dont la crise alimentaire, la crise énergétique, l'avancée de la désertification la pression démographique, la variabilité et les changements climatiques... Dans ce contexte, les Etats sahéliens apparaissent plus fragiles et l'incertitude pour l'atteinte des OMD d'ici 2015 s'accroît au fil des années. Ces crises de développement économique et social des Etats au Sahel et en Afrique de l'Ouest ont remis au nombre des priorités les problématiques de sécurité alimentaire, de maîtrise de la croissance démographique et de développement durable.

Face à ces défis, le CILSS doit se repositionner, améliorer sa visibilité et refonder son action pour jouer un rôle de premier plan dans cette bataille pour la sécurité alimentaire et le développement durable des pays sahéliens et de l'Afrique de l'Ouest.

Cette exigence a expliqué le choix de la démarche de planification stratégique engagée au premier semestre 2009 et qui a permis de doter l'Institution d'une Vision 2020 claire et forte, et d'une stratégie d'intervention basée sur un système cohérent d'objectifs, de résultats et d'actions prioritaires.

A la suite de cette démarche et au sortir du plan de travail 2004-2008, le CILSS a retenu d'élaborer un nouveau programme d'intervention pour les cinq (5) prochaines années. Ce nouveau Programme de Travail s'aligne sur la Vision 2020 et tient compte, dans l'orientation des axes d'intervention, des mutations profondes dans l'environnement, de la capitalisation des acquis, des défis à relever et de la nécessaire transformation du CILSS au plan organisationnel.

Le présent document sur ce Programme de Travail 2009-2013 fait un rappel du contexte, des problématiques et défis majeurs au Sahel et en Afrique de l'Ouest, et donne un aperçu sur l'organisation et les principes d'action du CILSS. Il dresse par la suite un bilan succinct du programme de travail (2004-2008) et, présente de façon détaillée les objectifs, résultats et grandes lignes d'activités du cadre d'intervention du CILSS pendant la période 2009-2013.

Le rapport intègre enfin un descriptif des évolutions majeures au plan du suivi évaluation et du système de contrôle qui accompagneront l'exécution du Programme de travail 2009-2013 et présente les budgets de mise en œuvre sur les axes de la sécurité alimentaire, de la gestion des ressources naturelles, de la maîtrise de l'eau, de l'accès aux Marchés et du Management.

I. APERÇU DU CONTEXTE D'INTERVENTION DU CILSS

1.1. Contexte de l'action du CILSS au Sahel et en Afrique de l'Ouest

La région sahélienne reste une des plus fragiles au plan mondial. Confrontée à une croissance démographique de 2,5 % par an, elle doit composer avec des problèmes de sécurité alimentaire qui changent de nature et avec le phénomène des changements climatiques qui limite les activités économiques.

En matière de sécurité alimentaire, la région est confrontée à des crises nouvelles qui révèlent des problèmes structurels : faible accès à la nourriture en milieu rural et urbain, en raison de la pauvreté et du taux de malnutrition chronique et aiguë parmi les plus forts du monde.

Par ailleurs, les investissements pour une meilleure maîtrise de l'eau en agriculture pluviale comme irriguée sont très en dessous des besoins.

Les marchés agricoles sont faiblement intégrés au plan régional et la région doit importer une partie de son alimentation dans un contexte où les prix mondiaux des céréales resteront élevés sur le moyen terme.

Quelques chiffres illustrent cette situation :

- 40 % des Sahéliens connaissent des périodes d'insécurité alimentaire ;
- 30 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique ;
- On estime que 10 à 20 % des terres agricoles et pastorales sont fortement dégradées ;
- La région Afrique de l'Ouest reçoit selon les zones 50 à 200 mm de pluies en moins par rapport à la moyenne sur 30 ans et connaît une plus forte fréquence des inondations ;
- Seulement 20 % des terres irrigables sont aménagés ;
- Les flux régionaux de produits alimentaires locaux concernent seulement 15 % des échanges de produits agroalimentaires.

Mais des éléments plus positifs caractérisent les pays sahéliens et la région Afrique de l'Ouest. L'action du CILSS sur la période 2009-2013 visera à accompagner ces tendances. On notera tout particulièrement :

- La volonté politique de relancer les investissements pour une agriculture plus productive et plus durable sous l'impulsion de la CEDEAO et du NEPAD ;
- Une population urbaine qui atteint déjà dans certains pays 50%. La tendance à l'urbanisation va créer un marché régional d'envergure pour des agricultures d'Afrique de l'Ouest de plus en plus marchandes ;
- Une tendance au « reverdissement » du Sahel, avec de grandes zones où l'augmentation de la population s'est accompagnée d'une protection de l'arbre et d'actions de gestion durable des terres. Les formations naturelles sont progressivement remplacées par des parcs agro-forestiers où agriculture, élevage et foresterie recomposent des systèmes de production plus durables.
- Un traitement de l'insécurité alimentaire chronique qui évolue. Les acteurs de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest commencent à développer de nouveaux outils : filets sociaux, traitement de la malnutrition au niveau communautaire, réhabilitation économique des zones à risque alimentaire.

Le CILSS a un capital technique important qui permettra de s'investir sur l'ensemble de ces questions. Il déploiera par ailleurs son action sur un espace plus vaste incluant le Sahel mais aussi les pays du golfe de Guinée dans le cadre de sa mission de bras technique de la CEDEAO.

Son action s'articulera autour des grands défis suivants :

- aboutir à une sécurité alimentaire durable, en traitant les aspects disponibilité, accès et nutrition de cette thématique ;
- appuyer le développement de systèmes de production agricoles et pastoraux adaptés aux changements climatiques, via une meilleure gestion des ressources naturelles, sols et eau en première ligne ;
- appuyer la montée en puissance du marché régional des produits agricoles.

Son action se situera dans le cadre des politiques agricoles et environnementales régionales, de la CEDEAO et de l'UEMOA, qu'il a contribué à définir.

1.2. Organisation et pôles de services du CILSS

Comme ci-dessus précisé, le CILSS a pour mandat de « s'investir dans la recherche de la sécurité alimentaire et dans la lutte contre les effets de la sécheresse et de la désertification pour un nouvel équilibre écologique au Sahel ».

Pour réaliser ce mandat et relever dans ce cadre les défis majeurs qui se posent au Sahel, le CILSS intervient dans cinq (5) domaines, à savoir la sécurité alimentaire, la gestion des ressources naturelles, la maîtrise de l'eau, l'accès aux marchés et les questions de populations & développement. Dans ces domaines, l'action du CILSS s'articule globalement autour de cinq (5) pôles de services, à savoir (i) les appuis aux politiques, (ii) les projets multi-pays, (iii) la recherche/capitalisation, (vi) la formation et (v) l'information.

En matière d'appui à la définition et la mise en œuvre des politiques sectorielles, le CILSS s'investit principalement dans l'espace CEDEAO sur les stratégies nationales de sécurité alimentaire, les plans d'action nationaux de lutte contre la désertification et les stratégies nationales pour les énergies domestiques. Il abrite en outre le secrétariat technique du Conseil régional de sécurité alimentaire, qui suit et pilote la mise œuvre du Cadre stratégique de sécurité alimentaire durable dans une perspective de lutte contre la pauvreté au Sahel et participe à la définition des actions des piliers 1 (gestion durable des sols et des eaux) et 3 (sécurité alimentaire) du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine du NEPAD.

Sur les projets multi-pays, le CILSS mène en partenariat avec les Etats, des ONG et des organisations paysannes une série de projets pilotes dont les actions participent à la mise en œuvre des politiques de sécurité alimentaire et environnementales. Au nombre de ces projets, figurent notamment le projet PREDAS qui travaille principalement sur le thème du bois énergie et le projet IREMLCD qui appuie près de 40 ONG et OP dans les actions de lutte contre la désertification dans les 9 pays du CILSS. L'Institution a également mis en œuvre le PRS, qui en deux (2) phases, a installé près de 1170 adductions d'eau potable fonctionnant à l'énergie solaire. Dans le cadre de ces projets multi-pays, le CILSS développera dans les prochaines années un vaste programme régional de gestion durable des terres et des programmes régionaux sur les thématiques du foncier, de la transhumance, des marchés à bétail ou encore de la pêche continentale.

S'agissant de la Recherche/capitalisation, le CILSS mène régulièrement des études de fond sur des thèmes liés à la sécurité alimentaire, la gestion des ressources naturelles, les liens

entre population et développement. Il a publié récemment des études sur les causes de la malnutrition au Sahel et s'investit cette année sur une série d'études concernant l'aval des filières vivrières. Le CILSS apporte également son appui scientifique aux études « Sahel » qui renseignent sur l'intérêt économique des actions de gestion des ressources naturelles et de lutte contre la désertification au Sénégal, Mali, Burkina Faso et Niger. Enfin, le Centre régional AGRHYMET(CRA) produit une abondante littérature scientifique tous les ans à travers les travaux des enseignants-chercheurs et les mémoires des étudiants.

Quant aux formations de base et continues, de courte, moyenne et longue durée, elles sont principalement destinées aux services techniques des Etats membres. Il s'agit principalement de formations d'ingénieurs et de techniciens supérieurs en 3 ans dans les domaines de l'agro-météorologie, de la protection des cultures et de l'informatique appliquée. Des formations de Master (1an) sont dispensées également sur la gestion concertée des ressources naturelles, l'adaptation de l'agriculture aux changements climatiques et la protection durable des cultures. L'Institution offre aussi des formations continues dans le domaine de la sécurité alimentaire, des systèmes d'information et de la gestion des ressources naturelles. De plus, elle a mis en place des offres de formations destinées aux services nationaux des pays de la CEDEAO sur le montage des systèmes d'information agricole et sur la lutte contre les ravageurs des cultures.

Au plan de l'information, le CILSS anime un dispositif de veille sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest, destiné à prévoir les récoltes, consolider les bilans alimentaires, suivre les prix et les marchés, identifier les zones à risque alimentaire et informer plus généralement sur les mesures pour faire face aux différentes situations annuelles (de déficit ou d'excédent). Il met à la disposition des acteurs publics et privés une base de données récapitulant des séries longues sur la production agricole, les précipitations, l'hydrologie. L'Institution compte mener pour le compte de la CEDEAO la construction de deux (2) systèmes d'information sur l'agriculture et les ressources naturelles en Afrique de l'Ouest : AGRIS et SIVE.

La prise en charge des prestations associées à ces pôles est assurée par les trois (3) sites du CILSS. Ainsi, le Secrétariat Exécutif (basé à Ouagadougou) intervient sur les volets liés aux appuis aux politiques et sur les projets multi-pays, tandis que le CRA à Niamey assure les services de formation et d'information. Quant à l'INSAH (basé à Bamako), il prend en charge les aspects recherche et capitalisation.

Pour assurer l'animation des différents pôles de services et accompagner les Etats à relever les défis dans les domaines du CILSS, l'Institution est organisée autour de plusieurs catégories d'instances : pilotage, coordination/Management et opérationnelle.

Les instances de pilotage sont représentées notamment par la Conférence des Chefs d'Etats, le Conseil des Ministres, le Comité Régional de programmation et de suivi qui se réunit en amont du conseil des ministres, le Comité technique de gestion qui valide annuellement les programmes d'opérations, le Conseil de direction, les groupes de concertation CILSS/PTF de Ouagadougou, Niamey, Bamako et le Comité annuel des partenaires du CILSS.

Au plan opérationnel, l'implantation progressive de l'approche programme depuis 2004 s'est traduite concrètement par la mise en place de trois (3) programmes régionaux d'appui (PRA) :

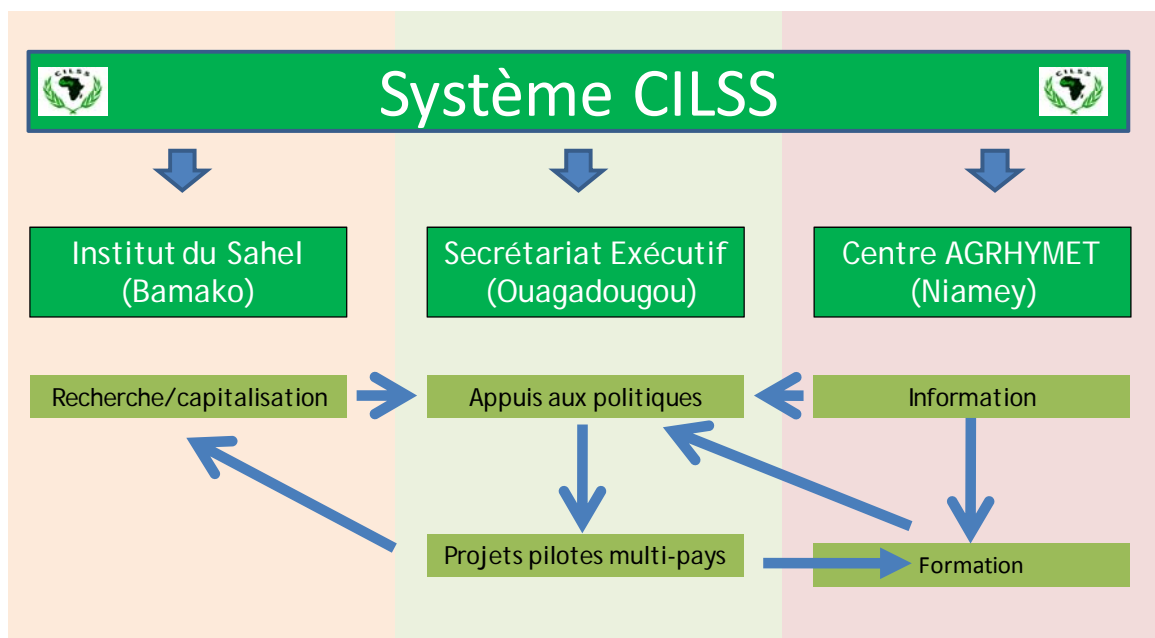
- le PRA *SA/LCD/GRN/Pop-Dèv.* qui appuie la formulation et la coordination de la mise en œuvre des politiques de sécurité alimentaire, de lutte contre la désertification, de gestion des ressources naturelles, de population et développement durable.
- le PRA *Accès aux marchés*, dont l'objectif est de favoriser/dynamiser les échanges de biens alimentaires entre pays sahéliens et côtiers, et de contribuer ainsi aux objectifs de sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest.

- enfin, le PRA *Maitrise de l'eau* qui vise à assurer une meilleure mobilisation de la ressource hydrique, en particulier dans le domaine de l'eau agricole.

Les équipes de travail des PRA sont réparties sur les trois (3) sites du CILSS (SE, AGRHYMET, INSAH) avec un pilotage assuré par les différents coordonnateurs depuis le Secrétariat Exécutif.

Les Unités transversales d'appui au management (UAM Administration/finance et comptabilité, Suivi - évaluation-planification-veille stratégique et genre, Communication-information et documentation, Gestion des ressources humaines) et le contrôle interne complètent le dispositif.

Figure 1 : présentation du système CILSS avec les différents pôles de service et leurs liens fonctionnels



II. BILAN SUCCINCT DU PROGRAMME DE TRAVAIL 2004-2008

2.1. Rappel du Programme de travail 2004 - 2008

Les axes d'intervention du CILSS pour la période 2004-2008 ont été adoptés lors du Sommet de Nouakchott en janvier 2004. Ainsi, les Chefs d'Etat ont opté pour une focalisation du CILSS sur ses objectifs initiaux, à savoir la sécurité alimentaire (SA), la lutte contre la désertification (LCD), la résolution de la problématique de l'eau et la coordination des politiques pour en dégager les complémentarités.

Ces principales orientations ont servi de base à l'élaboration du programme de travail 2004 - 2008 qui s'articule autour de quatre (4) objectifs détaillés comme suit :

- Les Sahéliens disposent d'une meilleure sécurité alimentaire et gèrent mieux les ressources naturelles et les questions de population & développement ;
- La maîtrise de l'eau pour l'amélioration des conditions de vie des populations sahéliennes est renforcée ;
- Les Sahéliens disposent de marchés nationaux et régionaux dynamiques, fluides et intégrés pour les échanges des produits agricoles et agro-alimentaires ;
- Le CILSS fait autorité dans les domaines de SA, LCD/GRN, population & développement et maîtrise de l'eau au plan sous-régional et international.

Le coût initial du programme 2004-2008 s'élevait à environ 63 milliards F CFA hors investissements dans les pays. L'exécution budgétaire consolidée au 31 octobre 2008 s'élève à environ 26 milliards F CFA, en raison du non financement in fine de certains programmes.

2.2. Bilan de la mise en œuvre du Programme de travail 2004-2008

L'évaluation externe conduite sur la mise en œuvre du programme de travail 2004-2008 tire un bilan globalement positif sur les quatre (4) domaines d'intervention du CILSS.

➤ Domaine de la sécurité alimentaire et de la lutte contre la désertification

Le domaine SA/LCD/GRN/apparaît actuellement, pour l'extérieur, comme une vaste entreprise aux domaines d'intervention et activités multiples. Ces activités sont pour la plupart considérées par les partenaires comme des « *success stories* ». Il a notamment mis en place le Conseil régional de sécurité alimentaire et commencé à étendre le dispositif de veille sur la sécurité alimentaire à l'ensemble des pays de la CEDEAO. La CEDEAO et le NEPAD ont grâce à ce PRA désigné le CILSS comme centre d'excellence pour l'exécution des piliers 1 et 3 liés au programme agricole du NEPAD.

➤ Domaine de la maîtrise de l'eau

Malgré une activité non négligeable en matière de formulation, de propositions et de recherche de financement, ce domaine n'a pas pu réellement décoller. De façon plus générale, si tous les partenaires sont sensibles au caractère incontournable des actions et investissements en matière de maîtrise de l'eau, force est de constater que le volet n'a pu à ce jour convaincre quant à l'intérêt d'une dimension régionale de ce type d'investissement. La voie de la Coalition mondiale sur l'eau au Sahel sera peut être une opportunité nouvelle pour mettre en évidence l'intérêt de traiter certaines questions aussi par la voie régionale, dans le

cadre de la nouvelle initiative continentale AgWA (agricultural water for Africa) lancée par la Banque Mondiale, la BAD et le NEPAD.

➤ **Domaine de l'accès aux marchés des produits agricoles et agro-alimentaires**

Bien que réduit dans ses ambitions et ses moyens par rapport aux deux (2) autres domaines, le volet Accès aux marchés a su asseoir sa crédibilité sur une réelle compétence, reconnue par les partenaires, en matière de Système d'information des marchés (SIM) des pays. Il a pu également se positionner comme une référence au plan régional grâce à des initiatives innovantes, notamment dans le domaine du suivi des flux transfrontaliers (missions régulières avec Fewsnets), ainsi que dans la mise en réseau des acteurs.

➤ **Domaine du pilotage, gestion et management**

L'évaluation nous apprend que le dispositif organisationnel apparaît sous contrôle. La plupart des outils habituels en la matière sont en place. Cependant, les ambitions restent limitées dans certains domaines, par un financement non garanti. La forte dépendance aux financements annuels ou à très court terme a également affecté les performances dans la gestion de l'Institution. Des outils importants sont néanmoins en place : retraites intersites des experts de PRA, base de données sur le suivi évaluation désormais opérationnelle, cadres de rapportage et de programmation clairs.

2.3. Synthèse des difficultés et principaux enseignements

La mise en œuvre du Programme de Travail 2004 - 2008 s'est heurtée à de nombreuses difficultés au plan financier (faible volume des ressources et mise à disposition tardive), des ressources humaines (insuffisantes en nombre) et au niveau organisationnel (faible compréhension de l'approche programme). L'analyse de ces difficultés a dégagé plusieurs enseignements à prendre en compte pour assurer une plus grande efficacité dans la mise en œuvre du Programme de Travail 2009-2013.

De prime abord, le renforcement de la coopération avec la CEDEAO ouvre de nouvelles perspectives à exploiter par le CILSS pour trouver les financements nécessaires à ses interventions. Toutefois, un renforcement des ressources humaines (à travers la formation, la motivation et la sécurité de l'emploi) s'avère capitale pour positionner le CILSS comme un centre d'excellence sur les thématiques émergentes et pour lui permettre de mieux prendre en charge les services d'information, de formation, de capitalisation/diffusion des acquis et d'accompagnement des Etats dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques.

De manière plus spécifique sur le volet information et communication, il est nécessaire pour le CILSS de renforcer les moyens des CONACILSS pour qu'ils puissent jouer pleinement leur rôle d'interfaces efficaces avec les Ministères de tutelle, les partenaires et les bénéficiaires à l'échelle nationale. Un contact plus fort avec des entités comme les Conseils nationaux de la sécurité alimentaire et les secrétariats nationaux des conventions sur la lutte contre la désertification et le changement climatique est également opéré.

Aussi, le capital de savoir et l'expérience du CILSS devraient-ils davantage être mis à profit pour accroître la génération de ressources propres et contribuer plus largement aux financements de l'Organisation.

En outre, des efforts doivent être déployés pour assurer la visibilité du CILSS à travers une communication forte autour des résultats concrets de l'organisation, par pôles de services : documentation plus accessible via internet, communication renforcée sur les formations, mise en relief des résultats des projets pilotes.

Les efforts de l'Institution devront être également orientés vers la mise en œuvre de l'approche programme dont les principes devront être mieux clarifiés et appliqués. L'amélioration de la mise en œuvre de l'approche programme passe aussi par le renforcement de la coordination et de la concertation inter - sites. A ce niveau plusieurs actions sont envisageables, notamment :

- ✓ la mise en place d'un système d'information intégré sur les trois (3) sites pour améliorer la communication et la collaboration interne.
- ✓ Renforcer les outils de suivi - évaluation pour faciliter la systématisation de la mise à jour des réalisations et l'accessibilité des données et informations sur les interventions du CILSS.

Parallèlement à l'amélioration de la coordination inter - sites, le renforcement du contrôle interne devra être poursuivi pour contribuer davantage à la minimisation des risques de gestion et de fonctionnement de l'Institution. Il convient également de prendre les dispositions nécessaires pour assurer un suivi technique et financier plus régulier des programmes et projets, afin d'éviter les situations de blocage des activités liées à des retards de reporting.

Ces principaux enseignements ont servi de fondement pour bâtir le Programme de travail 2009-2013 dont il sera question ci-dessous.

III. PRESENTATION DU PROGRAMME DE TRAVAIL 2009-2013

3.1. Descriptif du contexte des interventions du CILSS

Depuis une dizaine d'années, les organisations d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest se dotent de politiques sectorielles liées aux compétences du CILSS : politique agricole, de l'eau, de l'environnement. Le CILSS les a accompagnées dans la définition de ces politiques.

Dans le moyen terme, l'intervention du CILSS visera notamment à valoriser plus fortement son expertise pour accompagner la mise en œuvre des politiques communautaires en matière de sécurité alimentaire et de développement durable. Les actions prévues visent également à appuyer les Etats, au niveau national, dans ses domaines de compétence, pour contribuer à la lutte contre la pauvreté et pour l'atteinte des OMD à l'horizon 2015.

Pour ce faire, le programme de travail 2009-2013 s'appuiera sur les grandes recommandations récemment formulées par les instances statutaires du CILSS et sur les orientations du Plan stratégique 2020. Il s'articulera aussi autour des axes de synergie et des opportunités d'appui à la mise en œuvre des politiques régionales élaborées par les différentes OIG dans les domaines du CILSS (PAU¹, PCAE², ECOWAP³, ECOWEP⁴...). Les lignes suivantes détaillent ces éléments de base de l'élaboration du programme de travail 2009-2013.

3.1.1. Principales orientations du Conseil des Ministres d'avril 2008

Le Conseil des Ministres réuni à Nouakchott en avril a insisté sur la fonction de conseil du CILSS pour la mise en œuvre des politiques agricoles et de sécurité alimentaire dans la région, dans le contexte de crise alimentaire mondiale.

Les domaines suivants ont été soulignés par les Ministres :

- le développement de l'élevage ;
- les semences améliorées ;
- la création d'emplois agricoles et non agricoles en milieu rural ;
- la maîtrise de l'eau agricole en lien avec la coalition sur l'eau au Sahel ;
- la gestion durable des terres.

Les activités proposées dans le présent programme de travail prennent en compte ces orientations.

¹ Politique Agricole de l'UEMOA

² Politique cadre d'amélioration de l'environnement (UEMOA)

³ Politique Agricole de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

⁴ Politique Environnementale de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest



3.1.2. Stratégies et Vision 2020 du CILSS

Quatre (4) orientations stratégiques sont apparues envisageables pour conduire le CILSS à relever les défis et à réussir à l'horizon 2020 le pari de la sécurité alimentaire et du développement durable. Parmi ces orientations, la stratégie de « **Maîtrise de la chaîne de valeur** » est apparue la plus optimale pour permettre notamment au CILSS de réussir sa politique de visibilité, de rétablir une forte crédibilité, de diversifier ses partenariats et de mobiliser suffisamment de ressources pour ses interventions. La maîtrise de la chaîne de valeur implique pour le CILSS la prise en charge des projets et programmes dans ses domaines, depuis la conception jusqu'à l'accompagnement à la maîtrise d'ouvrage, en s'entourant de partenariats forts avec différentes institutions ayant des compétences diversifiées pour la mise en œuvre des programmes aux différents stades.

Le Programme de travail 2009-2013 définira donc des axes d'actions alignées sur cette stratégie et permettant ainsi au CILSS d'accroître sa « **Maîtrise de la chaîne de valeur** » dans ses domaines. Une telle orientation dans le Programme de travail 2009-2013 est capitale pour permettre à l'Institution d'enclencher au plus tôt les transformations indispensables pour engager une réelle dynamique vers la réalisation de la Vision 2020 déclinée comme suit :

« En 2020, l'expertise cinquantenaire du CILSS au service du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, transforme cette région en terre d'excellence dans la mise en œuvre de politiques de développement durable et d'adaptation aux changements climatiques. Les populations sahéniennes, en bonne santé et pleinement impliquées dans la gestion des ressources naturelles et des écosystèmes, sont les garantes d'une sécurité alimentaire durable, grâce à un accès meilleur et facilité aux marchés de leurs productions ».

3.1.3. Politiques sectorielles

Le CILSS est impliqué dans une série de politiques sectorielles nouvelles pour la région Afrique de l'Ouest et le continent. Il a reçu pour mandat de la CEDEAO de l'accompagner dans la mise en œuvre de l'ECOWAP dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la lutte contre la désertification. Trois (3) domaines prioritaires de collaboration se dessinent :

- les systèmes d'information avec la conception et la participation à la mise en œuvre des méta-systèmes de données AGRIS et SIVE ;
- l'intégration des pays côtiers dans le système de veille sur la sécurité alimentaire ;
- la participation à la mise en œuvre de projets régionaux au bénéfice des plans d'action CEDEAO de lutte contre la désertification et de réduction de la vulnérabilité au changement climatique.

D'autre part, le CILSS a fortement contribué à la conception de l'offensive contre la faim décidée par la conférence ministérielle d'Abuja en mai 2008 qui relance la mise en œuvre de l'ECOWAP au service de la sécurité alimentaire de la région en définissant une série de mesures de court, moyen et long terme pour faire face à la crise alimentaire. ²

La relation avec l'UEMOA se construit également. Le CILSS et l'UEMOA ont identifié une série d'actions communes dans le cadre de la mise en œuvre du prochain programme de travail

2009-2013 de la politique agricole de l'Union. Ces actions pourront se concentrer sur les thématiques suivantes :

- systèmes d'information et réseaux sur la sécurité alimentaire ;
- pastoralisme au Sahel ;
- appui financier à des programmes régionaux devant changer d'échelle, par exemple dans le domaine de la gestion durable des terres.

Pour ce dernier point, le Fonds Régional de Développement Agricole de l'UEMOA pourra être mobilisé, dès que la mise au point de ses procédures le permettra.

Ces exercices communs participent tous à la construction d'une sécurité alimentaire durable à l'échelle régionale, selon les principes du Cadre stratégique de sécurité alimentaire durable au Sahel défini par le CILSS.

Le CILSS a par ailleurs signé avec la CEDEAO et l'UEMOA des accords de partenariat qui permettent la mise en œuvre des actions ci-dessus. Le CILSS et la CEDEAO sont en outre liés par une note de convergence proposant des options pour le rapprochement des deux institutions. Le scénario de la conversion du CILSS en institution spécialisée de la CEDEAO est notamment décrit.

Enfin, il faut souligner que le CILSS a été reconnu par le NEPAD comme « Lead institution » pour l'appui à la mise en œuvre des piliers 1 (Sustainable land and water management') et 3 (« food security ») de son programme agricole (PDDAA). Cette fonction s'est concrétisée par l'animation en 2007 et 2008 d'ateliers de stratégie au niveau de la région Afrique de l'Ouest associant l'ensemble des services publics concernés par la sécurité alimentaire et l'eau agricole pour valider des cadres conceptuels (cadre stratégique de sécurité alimentaire pour l'Afrique notamment). Elle se poursuivra via un appui à l'animation des tables rondes-pays prévues pour définir des programmes nationaux d'investissement agricole dans la région AO. La production intellectuelle du CILSS viendra également soutenir la mise en œuvre de divers exercices dans le cadre du PDDAA.

3.2. Programme de travail et approche programme

3.2.1 La situation durant le programme de travail 2004-2008

Le programme 2004-2008 a connu des avancées timides mais importantes sur le chemin de l'approche programme :

- un cadre général de partenariat a été signé par tous les bailleurs du CILSS en 2007 ;
- les plans d'opération annuels positionnent les financements de chaque bailleur en face des activités ;
- certaines activités clés, par exemple le Mastère en Gestion Concertée des Ressources Naturelles, ont fait l'objet de cofinancements optimisés dès le départ ;

Mais :

- les financements du programme de travail 2004-2008 n'ont pas été conçus pour s'articuler clairement au sein du PT ;
- il n'a donc pas été possible d'avoir une vision pluriannuelle précise de l'articulation des différents financements.

3.2.2 Les challenges pour le PT 2009-2013

Le CILSS souhaite aller progressivement vers une approche programme, en passant par l'étape de blocs thématiques fonctionnant en approche programme.

Le processus de définition du PT 2009-2013 a permis de définir un cadre logique et un premier cadre programmatique de 3 ans, avec des enveloppes prédéfinies et une batterie d'indicateurs rénovés (essayant de respecter autant que possible les critères SMART), présentés en annexe de ce document. Ce cadre logique et ce cadre programmatique sont construits autour de 4 blocs thématiques :

- Sécurité alimentaire
- Gestion des ressources naturelles
- Accès aux marchés
- Maîtrise de l'eau

Les activités prévues dans le cadre de ces blocs thématiques sont décrites plus loin. Le CILSS souhaite que les financements à venir s'articulent clairement pour le financement de chaque bloc. Pour les PTF, il s'agira dans le cas de chaque bloc de :

- s'aligner en finançant des activités vraiment inscrites dans la matrice du cadre programmatique sur 3 ans,
- aider le CILSS à financer l'intégralité des activités, en comblant les gaps éventuels.

Un dialogue soutenu sur le contenu du cadre logique et du cadre programmatique reste évidemment le préalable à ces principes d'alignement et d'articulation des financements.

La Plate forme mondiale des donateurs pour le développement rural (Global donor platform for rural development), qui rassemble 30 donateurs, aide par ailleurs le CILSS à se doter de l'ensemble des outils liés à une approche programme. Un atelier a eu lieu en décembre 2008 à ce titre. Il a permis au CILSS de se doter d'une feuille de route listant des exercices précis qui lui permettront de mieux fonctionner selon les principes de l'approche programme.

3.3. Présentation du Programme de travail 2009-2013

3.3.1. Processus d'élaboration

Le processus a d'abord été lancé en interne avec les retraites des cadres PRA SA LCD et Marchés à Niamey en novembre 2007 puis à Ouagadougou en janvier 2008. Ces retraites ont défini des thématiques d'intérêt pour le CILSS à moyen terme. Des task forces devant travailler sur ces sujets ont été constituées. Elles ont défini quelles activités pertinentes pour le CILSS et en articulation avec les activités des autres OIG. S'ajoutant aux principales orientations du plan stratégique 2020, les notes conceptuelles produites par ces task forces⁵ ont servi d'inputs pour construire le cadre logique pour la période 2009-2013.

Ce cadre logique est la base du présent Programme de Travail 2009-2013.

Il est à noter que les partenaires techniques et financiers, qui contribuent actuellement à 95% du budget du CILSS, ont pris une part importante dans l'élaboration du programme de travail.

⁵ Bonne gouvernance SA et GRN, Dynamique démographique et gestion des ressources naturelles, Gestion Durable des terres, Energie et développement durable, Développement des filières agricoles, maîtrise de l'eau, promotion de la bourse régionale de fret, Dynamique des marchés des produits agricoles et agro-alimentaires, normes et labels, adaptation à la variabilité et aux changements climatiques au Sahel, Nutrition et politiques publiques.

3.3.2. Synoptique des objectifs

En rappel, le mandat du CILSS est de « s'investir dans la recherche de la sécurité alimentaire et dans la lutte contre les effets de la sécheresse et de la désertification pour un nouvel équilibre écologique au Sahel ». Pour assurer une meilleure exécution de ce mandat, le CILSS s'est fixé cinq (5) objectifs stratégiques à atteindre à travers le programme de travail 2009-2013. Ces objectifs stratégiques, associés chacun à plusieurs objectifs spécifiques (OS), se détaillent comme suit :

1. Assurer une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable à l'échelle nationale et régionale

- OS1.1- Appuyer la mise en œuvre des politiques de développement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- OS1.2- Appuyer les Etats et les autres acteurs dans la mise en œuvre de stratégies de réduction de la vulnérabilité des ménages exposés à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition.

2. Assurer la gestion durable des ressources naturelles dans un contexte de changements climatiques

- OS2.1- Appuyer l'amélioration et la mise en œuvre des politiques de gestion durable des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest ;
- OS2.2- Améliorer la mise en œuvre des politiques en énergie domestique et alternative en Afrique de l'Ouest.

3. Contribuer à satisfaire durablement les besoins en eau en Afrique de l'Ouest et au Tchad

- OS3.1- Améliorer le niveau des connaissances sur la ressource en eau;
- OS3.2- Améliorer la gestion de l'eau par les Etats ;
- OS3.3- Accroître l'accès à l'eau potable et agricole.

4. Augmenter les échanges des produits agricoles et agroalimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest

- OS4.1- Mettre à la disposition des acteurs des marchés, les informations nécessaires à la promotion des échanges des produits agricoles et agroalimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest ;
- OS4.2- Améliorer les politiques de commerce des produits agricoles et agroalimentaires.

5. Renforcer le management et le leadership du CILSS

OS5.1- Améliorer la stratégie d'intervention du CILSS et aligner son mode de fonctionnement sur les principes de l'approche programme ;

OS5.2- Faire du CILSS, l'organisme de référence des Etats dans ses domaines de compétence et le partenaire privilégié des OIG et autres acteurs du développement.

Pour atteindre ces objectifs, le CILSS a défini des résultats et grandes lignes d'activités à réaliser dans les cinq (5) prochaines années. Ces résultats et lignes d'activités sont associés aux différentes composantes d'intervention de l'Institution.

3.3.3. Présentations des résultats attendus et des grandes lignes d'actions

3.3.3.1. Composante « Sécurité alimentaire »

Le défi de la sécurité alimentaire apparaît plus qu'un impératif pour l'ensemble des pays au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Pour réussir ce pari de manière durable, les orientations du Programme de travail sur les cinq prochaines années abordent la sécurité alimentaire à travers des objectifs touchant autant à l'insécurité alimentaire conjoncturelle qu'à la construction d'une sécurité alimentaire structurelle.

OS1.1 - Appuyer la mise en œuvre des politiques de développement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle

L'accompagnement des politiques de développement agricole et de sécurité alimentaire suit une période 2004-2008 où le CILSS a surtout aidé à la définition de ces politiques. Il s'agit maintenant d'accompagner la mise en œuvre des Stratégies nationales de sécurité alimentaire et de la politique agricole de la CEDEAO, ECOWAP.

Le CILSS rendra pleinement opérationnel le CORESA qui appuiera la CEDEAO et ses Etats via:

- le suivi-évaluation des politiques ;
- des boîtes à outils permettant de mettre en place des actions de terrain faisant face à l'insécurité alimentaire structurelle ;
- la mise en œuvre des réglementations relatives aux semences, engrais et pesticides ;
- l'appui aux plans nationaux de relance de la production et de la commercialisation des produits vivriers dans le contexte de vie chère.

Le CILSS s'investira par ailleurs dans le montage et la gestion du métasystème de données sur l'agriculture en Afrique de l'Ouest AGRIS au bénéfice de la CEDEAO et dans les tables rondes nationales prévues par le NEPAD pour la révision des politiques agricoles dans la région.

OS1.2 - Appuyer les Etats et les autres acteurs dans la mise en œuvre de stratégies de réduction de la vulnérabilité des ménages exposés à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition.

Pour la réduction de la vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire, il s'agira pour le CILSS d'assurer la surveillance et l'information des Etats et des autres parties prenantes sur



la situation alimentaire, en vue d'atténuer l'impact des crises sur les populations. Pour ce faire, les dispositifs d'information des pays du CILSS et de la CEDEAO seront renforcés en matière de collecte et d'analyse des données sur la situation alimentaire et nutritionnelle dans les zones à risque. Il s'agit de se donner les moyens de suivre une insécurité alimentaire de plus en plus structurelle et qui se traduit par des crises basées sur les problèmes d'accessibilité à la nourriture, plus que de disponibilité.

Les défis majeurs de la période portent sur :

- l'intégration de nouvelles données dans les systèmes d'information : suivi de l'économie des ménages grâce au déploiement de la méthode du cadre harmonisé, intégration d'indicateurs nutritionnels, suivi des populations vulnérables urbaines, suivi des productions non céréalières ;
- un focus particulier sera fait sur le domaine de la nutrition, essentiel pour le développement à long terme des pays ;
- l'extension du dispositif de suivi de la sécurité alimentaire à tous les pays de la CEDEAO. Le CRA devra s'investir en particulier dans le montage ou la reconstruction de dispositifs d'enquête agricole dans certains pays côtiers.

Le tableau ci-après présente le détail des objectifs, résultats et lignes d'activités de l'axe Sécurité alimentaire pour la période 2009-2013.

Tableau 1 : résultats, sous résultats et grandes lignes d'actions sur la composante sécurité alimentaire

OS1.1- Appuyer la mise en œuvre des politiques de développement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle

R 11.1 Des outils harmonisés de politiques agricoles, de sécurité alimentaire et de nutrition sont conçus et exploités par les Etats et les autres acteurs	
<p style="text-align: center; color: red;">SR111.1</p> <p>Les cadres d'échanges et de concertation sur les politiques de SA sont fonctionnels au niveau national et régional</p>	<p style="text-align: center; color: red;">Activités principales</p>
	<p>A1111.1 -Appuyer la mise en œuvre des SNSA des pays d'Afrique de l'Ouest à travers le secrétariat technique du CORESA</p> <p>A1111.2 -Mettre en place et rendre fonctionnels les dispositifs nationaux de suivi - évaluation des stratégies nationales de SA</p> <p>A1111.3 -Etendre la mise en place des dispositifs nationaux de suivi évaluation des stratégies nationales de SA aux autres pays de la CEDEAO</p> <p>A1111.4 -Appuyer la définition et la mise en œuvre de AGRIS</p>
<p style="text-align: center; color: red;">SR111.2</p> <p>Les politiques relatives à l'agriculture et à la sécurité alimentaire sont améliorées par la prise en compte des variables démographiques</p>	<p style="text-align: center; color: red;">Activités principales</p>
	<p>A1112.1 -Elaborer et valider des outils de prise en compte des données démographiques dans les politiques de SA et nutrition (notes aux décideurs, forums de discussion, vulgarisation d'outils de simulation socio-économique)</p> <p>A1112.2 -Appuyer les pays dans l'intégration des facteurs démographiques dans les politiques et stratégies relatives à l'agriculture et à la sécurité alimentaire</p>

<p style="text-align: center;">SR111.3</p> <p>La diffusion des intrants agricoles homologués est accrue au Sahel et en Afrique de l'Ouest</p>	Activités principales
	<p>A1113.1-Élaborer et appuyer la mise en œuvre d'une réglementation commune de biosécurité au Sahel et en Afrique de l'Ouest</p> <p>A1113.2-Élaborer et appuyer la mise en œuvre d'une réglementation commune sur les engrais au Sahel et en Afrique de l'Ouest</p> <p>A1113.3 -Etendre les outils d'homologation des pesticides à l'espace CEDEAO</p> <p>A1113.4-Appuyer la mise en œuvre de la réglementation harmonisée semencière au Sahel et en Afrique de l'Ouest</p> <p>A1113.5-Développer et mettre en œuvre des méthodes de lutte intégrée contre les organismes nuisibles des cultures à haute valeur ajoutée en lien avec les SNRA</p> <p>A1113.6-impulser un plan d'actions en protection des végétaux dans l'espace CILSS et CEDEAO</p>

R 11.2 Des programmes d'investissement agricole sont formulés et mis en œuvre au niveau national et régional	
<p style="text-align: center;">SR112.1</p> <p>Des programmes nationaux d'investissements agricoles sont mis en œuvre en Afrique de l'Ouest</p>	Activités principales
	<p>A1121.1-Fournir un appui méthodologique aux plans nationaux de relance à la production agricole dans le cadre de l'atténuation des effets de «la vie chère »</p> <p>A1121.2-Fournir un appui technique dans l'élaboration des Programmes Nationaux d'Investissements Agricoles (PNIA) en matière de sécurité alimentaire et gestion durable des terres</p> <p>A1121.3 - Elaborer des boîtes à outils pour appuyer la mise en œuvre des PNIA</p> <p>A1121.4 -Etudier les dynamiques des bassins de production vivrière en Afrique de l'Ouest</p>
<p style="text-align: center;">SR112.2</p> <p>Le programme régional d'investissement agricole est élaboré et mis en œuvre</p>	Activités principales
	<p>A1122.1 Appuyer la formulation du PRIA volet prévention et gestion des crises</p> <p>A1122.2 -Appuyer la CEDEAO dans la mise en œuvre du PRIA dans le domaine du suivi-évaluation (indicateurs de SA, réhabilitation des zones à risque, etc.).</p>

R 11.3 Les systèmes d'information diffusent régulièrement les informations appropriés sur la surveillance alimentaire et nutritionnelle	
<p style="text-align: center;">SR113.1</p> <p>Le dispositif régional d'appui aux systèmes nationaux d'information sur la sécurité alimentaire est consolidé</p>	Activités principales
	<p>A1131.1 -Appuyer les pays du CILSS et de la CEDEAO dans la mise en place des bases de données agro climatiques</p> <p>A1131.2 -Renforcer les dispositifs nationaux de collecte, d'analyse et de diffusion des données agro-hydrométéorologiques</p> <p>A1131.3 -Renforcer les dispositifs nationaux de collecte, d'analyse et de diffusion des données complémentaires sur l'horticulture, l'élevage, la pêche, les produits de la cueillette, les racines et tubercules, etc..</p> <p>A1131.4 -Mettre en place un dispositif de surveillance sur les ennemis transfrontaliers dans l'espace CILSS et CEDEAO</p> <p>A1131.5 -Appuyer les Etats dans la sécurisation et la gestion des données du secteur agricole</p> <p>A1131.6 Elaborer et appuyer l'application des outils d'information AGROMETINFO-AO</p>

<p style="text-align: center;">SR113.2</p> <p style="text-align: center;">Des informations appropriées sur les principales filières agricoles sont produites et diffusées</p>	Activités principales
	<p>A1132.1 -Fournir un ensemble d'éléments de diagnostic sur le fonctionnement et le potentiel de pénétration du marché des principales filières agricoles</p> <p>A1132.2 -Analyser et vulgariser les bonnes pratiques en matière d'appuis aux filières agricoles en Afrique de l'Ouest</p> <p>A1132.3-Appuyer l'initiative "domestication, transformation et commercialisation des fruits agro forestiers locaux"</p> <p>A1132.4 -Analyser les dynamiques de filières porteuses en Afrique de l'Ouest et au Tchad : oléagineux, produits horticoles urbains et périurbains, filières animales à cycle court</p>

R 11.4 Les capacités techniques des acteurs sont renforcées en matière de sécurité alimentaire et de nutrition	
<p style="text-align: center;">SR114.1</p> <p style="text-align: center;">La formation continue et diplômante des acteurs est renforcée et diversifiée</p>	Activités principales
	<p>A1141.1-Poursuivre les formations longues (TS et Ingénieurs agro météorologie, nutrition, protection des végétaux, outils AGROMETINFO)</p> <p>A1141.2-Elaborer et mettre en œuvre un mastère en Protection Durable des Cultures</p> <p>A1141.3- Elaborer et mettre en œuvre des modules spécialisés d'un à trois mois sur des thématiques d'intérêt (SISA, protection des semences transgéniques, Nutrition, etc.)</p>
<p style="text-align: center;">SR114.2</p> <p style="text-align: center;">Les résultats de recherche en sécurité alimentaire et nutritionnelle sont capitalisés et diffusés auprès des réseaux d'acteurs</p>	Activités principales
	<p>A1142.1- Mettre à jour, valoriser et diffuser les bases de données du CILSS (profils démographiques, technologies, expertise, agriculture durable, etc.) au Sahel et en Afrique de l'Ouest</p> <p>A1142.2- Mettre en place une stratégie cohérente d'échange et d'accès aux données sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle</p> <p>A1142.3- Diffuser auprès des acteurs (OP, interprofessions, secteur privé, ONG, Chercheurs, etc.) des connaissances sur les interrelations entre sciences de la population et sécurité alimentaire</p> <p>A1142.4 - Informer les réseaux d'OP sur les modalités de mise en œuvre des politiques agricoles et de sécurité alimentaire à travers des événements organisés avec le ROPPA</p>

<p style="text-align: center;">SR114.3</p> <p style="text-align: center;">Des outils d'aide à la décision sont élaborés et intégrés dans les systèmes nationaux pluri acteurs de vulgarisation agricole</p>	Activités principales
	<p>A1143.1 : Tester au bénéfice des techniciens d'OP de filières stratégiques pour la SA des systèmes d'information permettant de mieux gérer les ressources (eau, pâturages)</p> <p>A1143.2 : Apporter des appuis et conseils aux différents acteurs des Filières Agropastorales (éleveurs, irrigants et maraîchers) pour mieux piloter leurs activités</p> <p>A1143.3: Etendre l'expérience pilote de vulgarisation agro météorologique acquise au Mali et au Tchad sur les cultures pluviales dans les autres pays du CILSS et de la CEDEAO</p> <p>A1143.4- Faire un état des lieux des systèmes de vulgarisation agricoles dans les pays du CILSS et de la CEDEAO</p>

OS1.2 Appuyer les Etats et les autres acteurs dans la mise en œuvre de stratégies de réduction de la vulnérabilité des ménages exposés à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition

R12.1 Les informations sur la sécurité alimentaire et la nutrition nécessaires à la prise de décision sont produites et diffusées régulièrement	
<p>SR121.1 Les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et la nutrition sont renforcés</p>	<p>Activités principales</p>
	<p>A1211.1- Appuyer l'intégration de données nutritionnelles dans les analyses de la sécurité alimentaire en milieu urbain A1211.2- Appuyer l'intégration de données nutritionnelles dans les analyses de la sécurité alimentaire rurale</p>
<p>SR121.2 Le dispositif régional d'information de veille sur la sécurité alimentaire et la nutrition au Sahel et en Afrique de l'Ouest est développé</p>	<p>Activités principales</p>
	<p>A1212.1- Etendre les appuis pays du dispositif régional PREGEC aux autres pays membres de la CEDEAO A1212.2- Animer les réunions du dispositif régional de veille sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle avec les 17 pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest A1212.3 Animer les réunions du RPCA</p>
<p>SR121.3 Les zones à risques et les populations vulnérables sont identifiées</p>	<p>Activités principales</p>
	<p>A1213.1- Appuyer l'utilisation des outils d'analyses de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité des ménages (bilan alimentaire, CPCA, cadre harmonisé) A1213.2- Appuyer la définition de systèmes décentralisés de prévention et gestion des crises A1213.3 Conduire des missions conjointes d'évaluation rapide dans les zones à risques</p>
R12.2 Des instruments de gestion et d'atténuation des crises alimentaires sont élaborés et mis en œuvre	
<p>SR122.1 Les outils de gestion des crises alimentaires sont disponibles et exploités par les acteurs aux temps opportuns</p>	<p>Activités principales</p>
	<p>A1221.1-Appuyer la réhabilitation des zones à risque en vulgarisant des boîtes à outil sur les actions d'atténuation proposée par la charte de l'aide alimentaire A1221.2-Appuyer la définition de plans de contingence des crises alimentaires dans l'ensemble des pays au Sahel et en Afrique de l'Ouest A1221.3-Promouvoir des instruments de gestion des stocks de sécurité alimentaire dans la sous-région</p>
<p>SR122.2 L'état nutritionnel des populations est amélioré à travers des politiques publiques adaptées</p>	<p>Activités principales</p>
	<p>A1222.1-Elaborer et diffuser des outils de plaidoyer pour l'intégration de la nutrition dans les politiques publiques A1222.2-Appuyer les Etats à l'analyse et à l'intégration des données nutritionnelles dans les politiques publiques A1222.3- Appuyer la mise en œuvre du Plan d'action de l'OOAS en matière de nutrition en Afrique de l'Ouest</p>

3.3.3.2. Composante « Gestion des ressources naturelles »

Le CILSS mettra en œuvre pour la période 2009-2013, des activités concrètes en matière de Gestion durable des ressources naturelles, en développant des activités d'appui aux politiques, de mise en œuvre de programmes d'investissement, de formation et d'appui aux systèmes d'information.

OS2.1 - Appuyer l'amélioration et la mise en œuvre des politiques de gestion durable des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest

Le CILSS développera, au bénéfice de la politique environnementale, un système d'information et de veille environnementale (SIVE). Par ailleurs, le CILSS entend investir sur un système d'information sur le pastoralisme. Il appuiera également la mise en œuvre du Programme d'Action sous régional de Réduction de la Vulnérabilité des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Tchad face aux changements climatiques (PASR-RV/AO) en cours d'élaboration sous l'égide de la CEDAO. Une base de données, la publication régulière de bulletins d'information et de notes aux décideurs, un rapport pluriannuel sur l'Etat de l'environnement au Sahel et en Afrique de l'Ouest seront les principaux outils du système.

En matière d'appui aux politiques, un cadre référentiel sur le foncier rural (charte foncière régionale) sera élaboré d'ici 2009 et partagé avec les Etats. Des sessions de formation et le développement de l'information foncière aideront les pays à appliquer les principes de cette charte foncière régionale.

Par ailleurs, la validation politique et la mise en œuvre de la stratégie sur le pastoralisme au Sahel et en Afrique de l'Ouest (élaborée en 2008) se poursuivra et verra la mise en œuvre de son plan d'action et des projets et programmes associés. Ces activités se feront en lien avec l'UEMOA et la CEDEAO qui ont prévu d'investir fortement sur ce thème dans le cadre de la PAU et de l'ECOWAP.

Le CILSS contribuera aussi à la mise en œuvre du pilier 1 du PDDAA (gestion durable des terres et maîtrise de l'eau). Il apportera son expertise aux pays dans le cadre des programmes nationaux d'investissements agricoles (PNIA) et programmes régionaux d'investissements agricoles (PRIA) prévus par le PDDAA. Il alimentera la réflexion régionale et continentale sur ce thème en qualité de centre d'excellence du NEPAD.

En matière d'actions concrètes sur le terrain, le CILSS aura une action soutenue sur l'appui à la restauration des terres dégradées et à la gestion durable des ressources naturelles.

L'Institution prévoit d'accompagner les acteurs à la base dans les Etats pour la restauration de près de 40 000 ha de terres. Ces activités pilotes participeront à la montée en puissance du thème « gestion durable des terres, GDT », dans le cadre de la mise en œuvre des politiques agricoles et de décentralisation. Ce thème est en effet encore trop contingenté au sein des politiques environnementales et ne reçoit pas les financements nécessaires. Le CILSS impulsera des pratiques innovantes grâce à ce fonds régional.

Le CILSS mettra également à la disposition son expertise pour la mise en œuvre du programme « Grande Muraille Verte ».

Les actions prévues dans le domaine de la gestion des ressources naturelles intègrent aussi le développement de la pêche et de l'aquaculture. Le projet PADPAS de développement de la pêche et de l'aquaculture continentales au Sahel sera remis à jour.

Toutes ces actions politiques et d'investissements en GRN seront accompagnées par le développement de la production de connaissances et le renforcement des capacités des acteurs en matière de gestion des ressources naturelles et d'adaptation aux changements climatiques

Le CILSS prévoit trois types d'actions :

- des mastères et des formations continues sur ces thèmes, rénovant l'offre de formation du CRA et s'adressant aux cadres publics et privés de la région ;
- des études de capitalisation sur des thèmes clés, notamment la comptabilité environnementale et les crédits carbone ;
- la production d'outils de formation de formateurs, à l'adresse des multiples ONG, OP, collectivités locales et bureaux d'études investis sur ces thèmes dans la région : catalogues de bonnes pratiques en gestion durable de terres, maîtrise de l'eau agricole dans le contexte des changements climatiques... La collaboration avec les associations nationales de maires sera recherchée.

OS2.2 - Améliorer la mise en œuvre des politiques en énergie domestique et alternative en Afrique de l'Ouest

- L'amélioration de la gouvernance du secteur de l'énergie est également prise en compte pour assurer la valorisation durable des ressources naturelles. Les actions du CILSS devront contribuer à accroître la part des énergies alternatives au Sahel et en Afrique de l'Ouest et à alléger la pression sur les ressources forestières. Il s'agira dans le détail d'appuyer la mise en œuvre des stratégies et programmes relatifs aux énergies domestiques et alternatives et de contribuer à la formulation d'une politique communautaire de biomasse énergétique couvrant les 15 pays de l'Afrique de l'Ouest. Un focus particulier sera fait sur le bois énergie.
- Enfin, malgré un potentiel assez important, l'Afrique de l'Ouest ne tire pas profit des importants financements liés au Mécanisme de Développement Propre (MDP). Les initiatives pour exploiter ce potentiel tardent encore à se concrétiser. Les fonctions de séquestration du carbone dans les réserves forestières et la gestion durable des terres en Afrique de l'Ouest restent à être valorisées au bénéfice de l'économie de la zone, de ses populations et de la planète toute entière. Au cours des cinq (5) prochaines années, le CILSS va appuyer les Etats dans la formulation et le montage de projets permettant de générer et de valoriser les crédits carbone. Il informera sur les possibilités offertes par les différents bio carbon funds.

Tableau 2 : objectifs, résultats et grandes lignes d'actions sur l'axe Gestion des ressources naturelles

OS2.1 - Appuyer l'amélioration et la mise en œuvre des politiques de gestion durable des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest

R21.1 L'Afrique de l'Ouest dispose d'un système d'information et de veille environnementale (SIVE) opérationnel d'ici fin 2013	
SR211.1 L'état de l'environnement est connu en 2013 en Afrique de l'Ouest	Activités principales
	A2111.1- Développer et mettre en œuvre un système d'information et de veille environnementale A2111.2 - Appuyer le suivi écologique des ressources ligneuses en lien avec le MDP A2111.3 Produire régulièrement un rapport sur l'état de l'environnement en Afrique de l'Ouest, incluant un atlas agro-climatique A2111.4 Produire régulièrement un rapport sur l'état de mise en œuvre des conventions environnementales (LCD, CC) au Sahel et en Afrique de l'Ouest
SR211.2 La prévision et l'alerte précoce sont données à temps en ce qui concerne les risques et catastrophes naturelles	Activités principales
	A2112.1- Renforcer les capacités des acteurs de la GRN en matière de collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion de l'information pour l'alerte précoce environnementale A2112.2- Produire et diffuser les informations sur les indicateurs d'alerte précoce A2112.3- Animer le dispositif d'alerte précoce environnementale
R21.2 La vulnérabilité des populations Ouest Africaines aux changements climatiques est réduite	
SR212.1 Les impacts des changements climatiques sur les systèmes de production agricoles sont mieux évalués et connus en Afrique de l'Ouest	Activités principales
	A2121.1- Proposer un modèle climatique pour le au contexte Ouest africain d'ici 2013, en lien avec AMMA A2121.2- Constituer et mettre à jour les séries opérationnelles de données d'observations et de prévisions climatiques en Afrique de l'Ouest A2121.3- Elaborer et disséminer des outils de mesure de l'impact des changements climatiques
SR212.2 Des stratégies pertinentes d'adaptation aux changements climatiques sont intégrées aux politiques régionales et nationales de développement en Afrique de l'Ouest	Activités principales
	A2122.1- Contribuer à la mise en œuvre du programme régional d'adaptation aux changements climatiques de la CEDEAO A2122.2- Tester et valider les pratiques d'adaptation aux changements climatiques dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et des ressources en eau au Sahel et en Afrique de l'Ouest A2122.3- Analyser les interactions entre migrations et changements climatiques au Sahel et en Afrique de l'Ouest A2122.4 - Renforcer les capacités techniques des Etats à intégrer les stratégies d'adaptation aux changements climatiques dans les politiques et programmes de développement au Sahel et en Afrique de l'Ouest

R21.3 Les politiques foncières et pastorales sont améliorées et mises en œuvre en Afrique de l'Ouest	
<p style="text-align: center;">SR213.1</p> <p>Les politiques foncières en Afrique de l'Ouest sont renforcées</p>	<p style="text-align: center;">Activités principales</p>
	<p>A2131.1- Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de la Charte régionale sur le foncier rural au Sahel et en Afrique de l'Ouest</p> <p>A2131.2- Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de l'initiative de politiques foncières en Afrique du Consortium BAD-UA-CEA</p> <p>A2131.3- Développer au CRA une offre de formation en administration et politique foncière</p>
<p style="text-align: center;">SR213.2</p> <p>Une stratégie de développement du pastoralisme est élaborée, adoptée et mise en œuvre dans les pays du Sahel</p>	<p style="text-align: center;">Activités principales</p>
	<p>A2132.1- Elaborer et adopter une stratégie régionale sur le pastoralisme au Sahel d'ici 2010 en collaboration avec l'UEMOA et la CEDEAO</p> <p>A2132.2- Appuyer l'appropriation de la stratégie régionale et sa prise en compte dans les politiques nationales d'élevage</p> <p>A2132.3- Opérationnaliser un dispositif de suivi régulier des ressources pastorales (SIPSA)</p> <p>A2132.4- Organiser des rencontres inter - acteurs sur la gestion concertée des ressources pastorales</p>

R21.4 Des programmes Régionaux et Nationaux d'investissements pour la Gestion Durable des Terres sont élaborés et mis en œuvre	
<p style="text-align: center;">SR214.1</p> <p>Des appuis conseils sont apportés pour la mise en œuvre des politiques de GDT</p>	<p style="text-align: center;">Activités principales</p>
	<p>A2141.1- Appuyer la société civile et les collectivités décentralisées dans l'élaboration et la mise en œuvre de projets de GDT sur la période 2009 -2013</p> <p>A2141.2- Apporter un appui technique aux pays dans l'élaboration et la mise en œuvre de leur Programme National d'investissement GDT dans le cadre du pilier 1 du PDDAA et pour la mise en œuvre du programme de la Grande muraille verte</p> <p>A2141.3- Capitaliser et diffuser les bonnes pratiques de GDT et leurs impacts économiques</p> <p>A2141.4 Capitaliser et vulgariser des outils de gouvernance locale des ressources naturelles</p> <p>A2141.5- Appuyer les pays de l'Afrique de l'Ouest dans l'alignement de leur Programme d'Action GDT et CC à la stratégie décennale de l'UNCCD</p>
<p style="text-align: center;">SR214.2</p> <p>Un programme régional de gestion durable des terres et d'adaptation aux changements climatique est élaboré et mis en œuvre</p>	<p style="text-align: center;">Activités principales</p>
	<p>A2142.1- Elaborer un programme régional de GDT et adaptation aux changements climatiques</p> <p>A2142.2- Mettre en œuvre le programme régional de GDT et adaptation aux changements climatiques via la société civile et les collectivités décentralisées</p>
<p style="text-align: center;">SR214.3</p> <p>Un programme d'aménagement des parcours transfrontaliers est défini et mis en œuvre</p>	<p style="text-align: center;">Activités principales</p>
	<p>A2143.1 Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme d'aménagement d'infrastructures pastorales de 3 espaces transfrontaliers</p> <p>A2143.2 Appuyer la définition des règles d'usage sur ces espaces</p>

<p style="text-align: center;">SR214.4</p> <p>La pêche continentale est développée au Sahel et en Afrique de l'Ouest</p>	Activités principales
	<p>A2144.1 - Consolider le système d'information sur la pêche continentale et les plans d'eau en AO</p> <p>A2144.2- Capitaliser et diffuser les success stories sur l'aquaculture continentale</p>

R21.5 Les capacités des acteurs sont renforcées en matière de Gestion durable des Ressources Naturelles et d'adaptation aux changements climatiques

<p style="text-align: center;">SR215.1</p> <p>Une offre de formation actualisée en GRN et changements climatiques est développée par le CILSS</p>	Activités principales
	<p>A2151.1- Former des formateurs en gouvernance locale des ressources naturelles au sahel via les associations de collectivités locales</p> <p>A2151.2- Développer un master en adaptation de l'agriculture aux changements climatiques</p> <p>A2151.3- Organiser régulièrement le mastère en Gestion Concertée des Ressources Naturelles</p>
<p style="text-align: center;">SR215.2</p> <p>Des outils d'information en GDT et changements climatiques sont produits</p>	Activités principales
	<p>A2152.1- Développer un portail sur les bonnes pratiques et les technologies en GRN et d'adaptation aux changements climatiques</p> <p>A2152.2- Elaborer des supports de communication à destination des formateurs à la base pour diffuser les technologies en GRN</p>
<p style="text-align: center;">SR215.3</p> <p>La participation de la sous région aux grandes rencontres majeures sur les grandes conventions environnementales (CCD, CC) est améliorée</p>	Activités principales
	<p>A2153.1- Organiser régulièrement des rencontres d'échange sur des thèmes d'intérêt au profit des points focaux des conventions de Rio</p> <p>A2153.2- Développer des outils de plaidoyers pour les points focaux des conventions</p>

OS2.2 - Améliorer la mise en œuvre des politiques en énergie domestique et alternative au Sahel et en Afrique de l'Ouest

R22.1 La gouvernance du secteur de l'énergie domestique et alternative est améliorée d'ici 2013

<p style="text-align: center;">SR221.1</p> <p>Les politiques et programmes relatifs aux énergies domestiques alternatives sont mis en œuvre</p>	Activités principales
	<p>A2211.1- Appuyer les Etats à traduire la politique régionale sur les énergies domestiques alternatives en réformes institutionnelles, réglementaires et fiscales appropriées</p> <p>A2211.2- Appuyer la mobilisation de financements pour la mise en œuvre des Plans nationaux Energies Domestiques (PNED) dans les pays</p>
<p style="text-align: center;">SR221.2</p> <p>Une politique de biomasse énergie est élaborée pour l'espace AO</p>	Activités principales
	<p>A2212.1- Formuler une politique biomasse énergie communautaire (à l'échelle CEDEAO/UEMOA et à l'horizon 2013)</p> <p>A2212.2- Mettre en œuvre une stratégie de communication sur la politique biomasse énergie</p>
<p style="text-align: center;">SR221.3</p> <p>Les capacités techniques et institutionnelles des acteurs publics et privés en matière d'énergie sont renforcées</p>	Activités principales
	<p>A2213.1- Capitaliser et diffuser les expériences en matière de bois énergie et alternatives</p> <p>A2213.2- Formuler et mettre en œuvre un projet biocarburants au Sahel et en Afrique de l'Ouest</p>

R22.2 Les connaissances sur les énergies alternatives sont diffusées en Afrique de l'Ouest	
<p style="text-align: center; color: #0070C0;">SR222.1</p> <p style="text-align: center;">Les capacités techniques et institutionnelles des acteurs publics et privés en matière d'énergie sont renforcées</p>	Activités principales
	<p>A2221.1- Capitaliser et diffuser les expériences en matière de bois énergie</p> <p>A2221.2- Capitaliser et diffuser les expériences en matière de biocarburant énergie</p> <p>A2221.3. Développer une formation continue sur le MDP et ses liens avec la lutte contre la désertification</p>
<p style="text-align: center; color: #800000;">SR222.2</p> <p style="text-align: center;">La mise en œuvre de projets sur les énergies alternatives en Afrique de l'Ouest est renforcée</p>	Activités principales
	<p>A2222.1 Apporter des appuis conseils pour la mise en place de cadres réglementaires biocarburant</p> <p>A2222.2 Apporter des appuis conseil pour l'émergence de filières biocarburant</p> <p>A2222.3 Apporter des appuis conseil pour l'émergence de filières charbon vert</p>

3.3.3.3. Composante « Maîtrise de l'eau »

Pour contribuer à faire des ressources en eau une richesse mobilisée au service du développement social et économique des pays au Sahel et en Afrique de l'Ouest, le CILSS a pris l'option d'aligner son intervention durant la période 2009-2013 sur plusieurs axes : l'amélioration des connaissances sur la ressource, le renforcement des capacités des acteurs, l'accroissement de l'accès à l'eau.

Ces activités s'inscriront de manière plus globale dans le cadre de la politique régionale de l'eau de la CEDEAO, pilotée par le Centre de Coordination des Ressources en Eau (CCRE).

OS3.1- Améliorer le niveau des connaissances sur la ressource en eau

L'axe **amélioration du niveau des connaissances** prévoit l'établissement de la situation de référence des eaux souterraines et de surface, la cartographie des ressources hydriques pour 18 pays et des travaux sur les politiques nationales d'investissement dans l'eau au Sahel et en Afrique de l'Ouest. D'autres travaux seront menés pour simuler les impacts des changements climatiques à venir. Ces travaux permettront une collaboration soutenue avec les organismes de bassins (notamment l'ABN) dans le domaine des prévisions et des scénarii climatiques.

OS3.2- Améliorer la gestion de l'eau par les Etats

Ces activités seront accompagnées d'actions de **renforcement de capacités dans la maîtrise de l'eau**. Sur ce volet, le CILSS vise, durant la période 2009-2013, la formation de 200 cadres dans les domaines de la GIRE et de l'hydrologie, le renforcement des dispositifs d'information et de prévision climatique sur les crues. En outre, un inventaire permettra d'identifier et de disséminer les outils et bonnes pratiques dans la maîtrise de l'eau, notamment agricole, ce qui permettra au CILSS de participer pleinement au processus des PNIA dans le cadre de l'ECOWAP. Des travaux de capitalisation vont démarrer à ce titre en collaboration avec l'IWMI.

OS3.3- Accroître l'accès à l'eau potable et agricole

Le CILSS contribuera à l'objectif d'**accroître l'accès des populations au Sahel et en Afrique de l'Ouest, à l'eau potable et agricole**. Dans le détail, l'objectif poursuivi par le CILSS sera d'achever la mise en œuvre du programme régional solaire 2 et de contribuer à la conception de projets multi-pays concernant l'eau potable, agricole et pastorale. Les techniques liées à la petite irrigation, y compris le goutte à goutte, seront privilégiées. Cette fonction de conception de projets pourra aider à la mise en œuvre de fonds régionaux comme les FRDA de l'UEMOA et de la CEDEAO.

Tableau 3 : objectifs, résultats et grandes lignes d'actions sur l'axe Maîtrise de l'eau

OS3.1- Améliorer le niveau des connaissances sur les ressources en eau

R31.1 Les potentialités des ressources en eau de surface et souterraines des neuf (9) Etats sont connues en 2013	
	Activités principales
	A311.1- Etablir un état de référence sur la ressource en eau (RE) au Sahel A311.2- Elaborer une cartographie des potentialités en eau de surface et souterraines au Sahel
R31.2 Les Etats disposent régulièrement des informations sur les scénarii climatiques, les crues, les inondations et la qualité des eaux	
	Activités principales
	A312.1- Elaborer des outils de prévisions de crues selon des scénarii climatiques A312.2- Renforcer le dispositif actuel d'information sur le suivi des ressources en eau à travers les prévisions des variations saisonnières, des crues et des sécheresses A312.3- Produire et diffuser les informations sur les prévisions des variations saisonnières, des crues et des sécheresses A312.4- Mettre au point un système de suivi de ressources en eau couplant les observations de terrain, les données satellitaires et la modélisation

OS3.2- Améliorer la gestion de l'eau par les Etats

R32.1 Des outils d'aide à la décision dans le domaine des ressources en eau sont utilisés par les Etats.	
	Activités principales
	A321.1-Elaborer des outils d'animation dans le cadre des tables rondes PNIA A321.2- Produire des boites à outils sur les techniques de maîtrise de l'eau agricole adaptées au contexte de changements climatiques
R32.2 L'expertise dans les pays en matière de Maîtrise de l'eau est accrue	
	Activités principales
	A322.1 Former 200 cadres dans les domaines de la GIRE et de l'hydrologie A322.2- Mettre en place un programme de formation à la carte destiné aux organisations professionnelles d'irrigants

R32.3 Les capacités de trois (3) organismes de bassin sont renforcées dans le domaine des prévisions hydrologiques et des scénarii climatiques	
	Activités principales
	A323.1- Appuyer les organismes de bassin dans l'exploitation des outils de prévisions des crues selon des scénarii climatiques

OS3.3- Accroître l'accès à l'eau potable et agricole

R33.1 Les ressources en eau sont valorisées pour la petite irrigation	
	Activités principales
	A331.1 -Elaborer des projets multi-pays de relance de l'irrigation au bénéfice des autres OIG et des pays A331.2 -Mettre en œuvre des projets multi-pays en matière d'irrigation

R33.2 Les ressources en eau sont valorisées pour l'accès à l'eau potable	
	Activités principales
	A332.1- Terminer la mise en œuvre du programme régional solaire (PRS) A332.2- Elaborer des projets multi-pays sur l'accès à l'eau potable au bénéfice des autres OIG et des pays A332.3- Mettre en œuvre des projets multi-pays en matière d'accès à l'eau potable

3.3.3.4. Composante « Accès aux marchés »

Le programme « accès aux marchés », initialement centré sur l'appui aux SIM, compte élargir considérablement son champ d'action. Les interventions dans les cinq (5) prochaines années viseront principalement à mettre à la disposition des acteurs, des outils de promotion des échanges de produits agricoles et alimentaires, et à accompagner l'élaboration, la mise en cohérence et la mise en œuvre des politiques nationales et régionale de commerce des produits agricoles.

OS4.1- Mettre à la disposition des acteurs des marchés, les informations nécessaires à la promotion des échanges des produits agricoles et agroalimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest

Au plan de l'amélioration de l'accès à l'information, le CILSS appuiera les Etats à la création, au renforcement et à la mise en réseau des systèmes d'information sur les marchés, sur les entraves et sur les flux transfrontaliers. Dans ce cadre, l'Institution appuiera la mise en place d'un SIM au Togo et en Guinée Bissau et travaillera à l'opérationnalisation d'un dispositif régional de suivi des flux transfrontaliers des produits agricoles et alimentaires sur l'ensemble des pays de l'Afrique de l'Ouest. Ce dispositif va être lancé sur 4 pays (Mali, Burkina, Guinée, Niger).

Les actions d'amélioration de l'accès à l'information, notamment sur l'offre, la demande, la localisation des produits, et sur le transport des produits agricoles, sur les opportunités d'échanges dans l'espace ouest africain porteront également sur (i) le renforcement de trois (3) bourses céréalières nationales, sur (ii) l'opérationnalisation d'une bourse céréalière régionale, sur (iii) la dynamisation du dispositif régional des bourses de fret et sur (iv) l'organisation de la Conférence régionale annuelle sur la situation alimentaire et les opportunités d'échanges de produits agricoles et agroalimentaires en Afrique de l'Ouest.

OS4.2- Améliorer les politiques de commerce des produits agricoles et agroalimentaires

L'intervention du CILSS visera aussi à accompagner de façon plus efficace le processus de libéralisation du commerce intra régional et international. A ce propos, l'Institution apportera un appui à la vulgarisation des normes sanitaires des produits agricoles et pastoraux. Il travaillera à la promotion des produits locaux en lien avec les faitières d'organisations paysannes, particulièrement le ROPPA.

Concernant la **facilitation du commerce inter régional et international**, l'appui du CILSS se traduira notamment par l'accompagnement du processus de formulation des programmes PAPED et PCD. De plus, l'Institution coordonnera les concertations multi pays sur les mesures de réduction des entraves aux échanges.

En matière de projets multi-pays, l'action du CILSS ciblera le développement du marché des intrants agricoles (à travers les programmes PRODIMIA et MIR Plus), l'amélioration du fonctionnement du marché du bétail transfrontalier et la valorisation des produits du cru.

Pour le commerce du bétail transfrontalier, l'amélioration du fonctionnement des marchés sera assurée à travers la mise en œuvre du projet « Marchés Frontaliers ». Le CILSS contribuera à ce projet, en apportant les appuis nécessaires pour la validation du document cadre et pour l'accompagnement à la mise en œuvre.

Sur les produits du cru et vivriers, le CILSS appuiera l'organisation des acteurs des filières à vocation régionale et à haut potentiel de valeur ajoutée (karité, fruitiers...). Deux (2) filières des produits du cru seront spécifiquement accompagnées dans la mise en place de cadres de concertation et d'une bourse régionale.

En matière d'appui aux filières, le CILSS s'investira sur :

- la capitalisation/dissémination des bonnes pratiques de transformation/valorisation des produits locaux ;
- la conception de boites à outils pour la mise en œuvre des politiques nationales d'appui aux filières : appui aux acteurs de l'aval par le crédit, appui aux tables filières...

Tableau 4 : objectifs, résultats et grandes lignes d'actions sur l'axe Accès aux Marchés

OS4.1- Mettre à la disposition des acteurs des marchés, les informations nécessaires à la promotion des échanges des produits agricoles et agroalimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest

R41.1 Les informations sur les marchés, les entraves au commerce et sur les flux transfrontaliers sont diffusées régulièrement	
<p style="text-align: center;">SR411.1</p> <p>Les systèmes nationaux d'information sur les marchés sont créés, renforcés et mis en réseau</p>	<p style="text-align: center;">Activités principales</p> <p>A4111.1-Mettre en place et alimenter régulièrement une base de données régionale sur les prix, les flux, les stocks commerçants, les filières et les acteurs de marchés</p> <p>A4111.2-Opérationnaliser le dispositif de suivi des flux transfrontaliers des produits agricoles et agroalimentaires à travers le suivi de trois couloirs d'échanges puis une extension à l'ensemble des pays de l'Afrique de l'ouest</p> <p>A4111.3-Mettre en place un SIM au Togo, Ghana, Libéria, Sierra Leone et Guinée Bissau</p> <p>A4111.4-Dynamiser les SIM nationaux à travers l'organisation d'ateliers d'harmonisation des méthodes de collecte, d'analyse et de diffusion des données sur les marchés</p> <p>A4111.5- Produire et diffuser des bulletins d'information et des notes de conjoncture sur l'évolution du marché régional</p>
	<p style="text-align: center;">Activités principales</p> <p>A4112.1-Cartographier et analyser les entraves aux échanges régionaux, évaluer les pertes économiques induites</p> <p>A4112.2-Mettre en œuvre des actions de plaidoyer auprès des décideurs nationaux et régionaux</p> <p>A4112.3- Mettre à la disposition des acteurs les outils appropriés pour réduire les tracasseries administratives et routières</p>
<p style="text-align: center;">SR411.2</p> <p>Les informations nécessaires à la réduction des entraves aux échanges intra et inter régionaux sont mises à la disposition des acteurs</p>	<p style="text-align: center;">Activités principales</p> <p>A4121.1- Appuyer la mise en place et renforcer les bourses céréalières nationales</p> <p>A4121.2- Appuyer la mise en place d'une Bourse Céréalière Régionale en collaboration avec l'UEMOA et la CEDEAO</p> <p>A4121.3- Appuyer la création et la dynamisation des bourses de fret au niveau national et leur mise en réseau au niveau régional</p> <p>A4121.4- Organiser la Conférence régionale annuelle sur la situation alimentaire et les opportunités d'échanges de produits agricoles et agroalimentaires en Afrique de l'Ouest</p>
	<p style="text-align: center;">Activités principales</p> <p>A4122.1- Elaborer des boites à outils pour l'appui aux acteurs des filières</p> <p>A4122.2-Réaliser des études sur la dynamique et l'intégration des marchés en Afrique de l'Ouest</p> <p>A4122.3-Développer des formations continues sur l'analyse de la dynamique des marchés</p>
R41.2 Les échanges de produits agricoles et alimentaires sont accrus par l'opérationnalisation/renforcement des outils de développement des marchés	
<p style="text-align: center;">SR412.1</p> <p>Les informations relatives à l'offre, à la demande, aux prix, à la localisation et au transport des produits agricoles et alimentaires sont collectés et diffusés régulièrement auprès des acteurs par des bourses céréalières et de fret</p>	<p style="text-align: center;">Activités principales</p> <p>A4121.1- Appuyer la mise en place et renforcer les bourses céréalières nationales</p> <p>A4121.2- Appuyer la mise en place d'une Bourse Céréalière Régionale en collaboration avec l'UEMOA et la CEDEAO</p> <p>A4121.3- Appuyer la création et la dynamisation des bourses de fret au niveau national et leur mise en réseau au niveau régional</p> <p>A4121.4- Organiser la Conférence régionale annuelle sur la situation alimentaire et les opportunités d'échanges de produits agricoles et agroalimentaires en Afrique de l'Ouest</p>
	<p style="text-align: center;">Activités principales</p> <p>A4122.1- Elaborer des boites à outils pour l'appui aux acteurs des filières</p> <p>A4122.2-Réaliser des études sur la dynamique et l'intégration des marchés en Afrique de l'Ouest</p> <p>A4122.3-Développer des formations continues sur l'analyse de la dynamique des marchés</p>
<p style="text-align: center;">SR412.2</p> <p>Les capacités des acteurs sont renforcées par des outils d'analyse des marchés</p>	<p style="text-align: center;">Activités principales</p> <p>A4122.1- Elaborer des boites à outils pour l'appui aux acteurs des filières</p> <p>A4122.2-Réaliser des études sur la dynamique et l'intégration des marchés en Afrique de l'Ouest</p> <p>A4122.3-Développer des formations continues sur l'analyse de la dynamique des marchés</p>
	<p style="text-align: center;">Activités principales</p> <p>A4122.1- Elaborer des boites à outils pour l'appui aux acteurs des filières</p> <p>A4122.2-Réaliser des études sur la dynamique et l'intégration des marchés en Afrique de l'Ouest</p> <p>A4122.3-Développer des formations continues sur l'analyse de la dynamique des marchés</p>

<p style="text-align: center;">SR412.3</p> <p>Des cadres de promotion des échanges des principaux produits du cru sont mis en place/renforcés</p>	Activités principales
	<p>A4123.1- Réaliser une étude de promotion des filières du cru à vocation régionale et à haut potentiel</p> <p>A4123.2- Appuyer l'organisation de cadres régionaux de concertation et des voyages d'échanges sur deux (2) filières majeures du cru</p> <p>A4123.3- Capitaliser et diffuser les expériences réussies en matière d'organisation interprofessionnelle des filières du cru au Sahel et en Afrique de l'Ouest</p> <p>A4123.4-Appuyer la mise en place d'une bourse régionale pour deux (2) produits majeurs du cru</p>

R41.3. Le commerce de bétail transfrontalier et des produits locaux transformés est amélioré par le renforcement des mécanismes et infrastructures de marché	
<p style="text-align: center;">SR413.1</p> <p>Le fonctionnement des marchés de bétail transfrontaliers est amélioré et le volume des échanges accru</p>	Activités principales
	<p>A4131.1- Organiser l'atelier régional de restitution et de validation du document de projet "Marchés frontaliers "</p> <p>A4131.2- Mettre en œuvre le projet "Marchés Frontaliers" dans les pays de l'Afrique de l'Ouest</p>
<p style="text-align: center;">SR413.2</p> <p>La valorisation des produits locaux transformés est accrue au plan quantitatif et qualitatif, grâce à la formation et la sensibilisation des opérateurs des filières concernées</p>	Activités principales
	<p>A4132.1- Assurer la capitalisation sur les bonnes pratiques et former les acteurs dans le domaine de la transformation/valorisation des produits locaux</p> <p>A4132.2- Fournir des références et outils pour des organismes en appui aux acteurs de la transformation</p>

OS4.2- Améliorer les politiques de commerce des produits agricoles et agroalimentaires

R42.1 Les échanges intra régionaux et extra régionaux sont renforcés par la promotion de normes et labels des produits agricoles et agro-alimentaires	
<p style="text-align: center;">SR421.1</p> <p>Les normes et labels des produits agricoles et alimentaires sont promus au Sahel et en Afrique de l'Ouest</p>	Activités principales
	<p>A4211.1-Appuyer la vulgarisation des normes sanitaires des produits agricoles et agroalimentaires</p> <p>A4211.2-Appuyer la promotion des labels des produits agricoles et agroalimentaires</p>

R42.2 La mise en œuvre des politiques de commerce des produits agricoles et agroalimentaires est renforcée	
<p style="text-align: center;">SR422.1</p> <p>Les instruments d'accompagnement et de facilitation du commerce régional/ international sont élaborés et diffusés auprès des acteurs</p>	Activités principales
	<p>A4221.1-Accompagner le processus de formulation du programme APE pour le Développement (PAPED) et le Programme Communautaire de Développement (PCD) de la CEDEAO</p>

SR422.2 Le marché régional des intrants agricoles est développé et mieux intégré	Activités principales
	A4222.1-Renforcer les capacités des acteurs du commerce régional des intrants agricoles A4222.2-Appuyer le développement des systèmes d'information sur les marchés des intrants agricoles A4222.3-Contribuer à la mise en œuvre du Programme Régional de Développement et d'Intégration du Marché des Intrants Agricoles (PRODIMIA)

3.3.3.5. Composante « Management »

OS5.1- Améliorer la stratégie d'intervention du CILSS et aligner son mode de fonctionnement sur les principes de l'approche programme

Dans la dynamique engagée par la mise en œuvre du PRC (Programme de renforcement des capacités), le CILSS devra « **renforcer la qualité du management et son leadership** » à travers notamment l'amélioration de sa stratégie d'intervention, l'opérationnalisation effective de l'approche programme et le développement des partenariats avec les Etats et les autres OIG (CEDEAO, UEMOA, CENSAD, NEPAD...).

Pour **améliorer la stratégie d'intervention et l'alignement aux principes de l'approche programme**, les évolutions majeures du CILSS au plan du management porteront dans un premier temps sur le pilotage et la coordination.

Concernant le pilotage, le CILSS envisage des actions permettant un management plus efficace, une concertation inter-sites régulière et constructive, un fonctionnement normal des instances statutaires... Les actions de transformation envisagées intégreront une adaptation de l'organigramme. Cet ajustement organisationnel visera particulièrement une amélioration de la gestion comptable et financière, de la communication, du suivi évaluation, de la gestion des ressources humaines et de la mobilisation des ressources autour des 4 blocs thématiques.

Il s'agira aussi de renforcer le contrôle de gestion par la mise en place de la comptabilité analytique et l'adoption du principe des audits conjoints par l'ensemble des partenaires. Les capacités des agents seront renforcées en suivi-évaluation. Un véritable cadre de dépenses sectoriel à moyen terme (CDMT) sera adopté en lien avec l'approche programme.

Au plan des ressources humaines, l'objectif poursuivi est de mettre en place une GEPEC (Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences) et de généraliser le système d'évaluation des performances individuelles et collectives. En outre, la satisfaction du personnel sera rehaussée à travers un système de motivation plus attractif et une rémunération plus compétitive. Les productions intellectuelles des experts feront également l'objet d'une politique de valorisation.

S'agissant de la mobilisation des ressources, le CILSS vise un taux de couverture minimal des besoins de financement de 90% durant la période 2009-2013. Pour ce faire, l'Institution soumettra des projets aux Fondations et aux Grandes Entreprises (socialement responsables) pour mobiliser les financements nécessaires. Parallèlement, une dizaine de personnalités de renommée internationale sera sollicitée pour parrainer les activités du CILSS.

Les autres activités prévues pour renforcer la mobilisation des ressources concernent la diversification de la base des PTF, l'augmentation du taux de recouvrement des cotisations

des Etats membres et la mise en place à l'horizon 2013 d'un dispositif de baskets funds thématiques.

OS5.2- Faire du CILSS, l'organisme de référence des Etats dans ses domaines de compétence et le partenaire privilégié des OIG et autres acteurs du développement

L'amélioration de la stratégie d'intervention du CILSS devra contribuer à ériger véritablement l'Institution comme le partenaire privilégié des Etats, des OIG et autres acteurs du développement au Sahel et en Afrique de l'Ouest. A ce propos, des actions sont prévues pour recenser les réalisations du CILSS dans les pays, et assurer le transfert des expériences réussies vers les Etats, les partenaires et les acteurs. Ces actions s'intégreront dans un processus global de capitalisation des travaux du CILSS et de promotion de son offre de services.

Par ailleurs, la mise en place d'un dispositif de gestion du savoir et de veille, permettra de diffuser de façon régulière l'information sur les thématiques émergentes. L'opérationnalisation de la base de savoir sera accompagnée de la restructuration des CONACILSS et de fortes actions de communication, avec le renforcement de la présence de l'Institution dans les médias, l'organisation de conférences événementielles sur des thématiques d'intérêt régional et l'intensification des opérations de relations publiques. De plus, le site web du CILSS sera rénové et redynamisé pour servir de pôle permanent d'information, de communication et de visibilité pour l'Organisation.

Tableau 5 : objectifs, résultats et grandes lignes d'actions sur l'axe Management

OS5.1- Améliorer la stratégie d'intervention du CILSS et aligner son mode de fonctionnement sur les principes de l'approche programme

R51.1 Le pilotage et le management du CILSS sont améliorés	
<p>SR511.1 Des équipes intersites performantes fonctionnent pour la mise en œuvre des blocs thématiques et elles sont consolidées</p>	<p>Activités principales</p>
	<p>A5111.1- Mettre en place des équipes intersites sur les principales thématiques du CILSS A5111.2- Former régulièrement les équipes dans différents domaines du travail en équipes A5111.3- Organiser annuellement les retraites intersites A5111.4- Réévaluer l'organigramme du CILSS pour l'adapter au fonctionnement en équipes</p>
<p>SR511.2 La gestion de la RH au CILSS permet d'augmenter le capital technique de l'institution</p>	<p>Activités principales</p>
	<p>A5112.1- Développer une politique RH adaptée aux métiers et à l'organisation du CILSS A5112.2- Mettre en œuvre un plan de gestion prévisionnelle des métiers et des compétences A5112.3- Adapter la politique de rémunération au contexte d'évolution du CILSS A5112.4- Mettre en œuvre un système de motivation et d'appréciation de la performance individuelle A5122.5- Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication interne A5122.6- Mettre à disposition les ressources humaines nécessaires pour mettre en œuvre le PT</p>
<p>SR511.3 Un dispositif de veille stratégique est opérationnel</p>	<p>Activités principales</p>
	<p>A5113.1- Recueillir, traiter et mettre à disposition des décideurs les</p>

	informations relatives aux thématiques du CILSS A5113.2- Renforcer les capacités des cadres sur les enjeux et thèmes émergents A5111.3- Elaborer un système de management des risques
--	---

R51.2 Le CILSS fonctionne selon l'approche programme	
SR512.1 Les outils du Suivi Evaluation, produits sur une base régulière, améliorent le pilotage du système CILSS	Activités principales A5121.1- Elaborer un cadre de mesure de rendement validé par l'ensemble des partenaires A5121.2- Elaborer et diffuser de façon régulière les rapports de suivi des rendements A5121.3- Renforcer les capacités des acteurs en S&E de leurs activités A5121.4- Conduire des missions de diagnostic, de supervision et d'évaluation conjointe avec l'ensemble des PTF A5121.5- Réaliser régulièrement des évaluations internes pour renforcer les capacités de pilotage et de décision
	Activités principales A5122.1- Renforcer la comptabilité analytique A5122.2- Renforcer le système de contrôle de gestion A5122.3- Former les cadres de l'UAM AFC aux outils de l'approche programme
SR512.2 Le suivi comptable et financier permet le pilotage du système	Activités principales A5123.1- Développer et mettre en mettre une stratégie de mobilisation de financements durables pour l'institution A5123.2- Soumettre des projets concrets de développement durable aux fondations et grandes entreprises (socialement responsables) A5123.3- Faire parrainer les actions du CILSS au profit des populations par des personnalités de renommée internationale A5123.4- Elargir la base de partenaires financiers A5123.5- Réorganiser le fonctionnement du comité des partenaires du CILSS (CPC) A5123.6- Assurer un meilleur recouvrement des cotisations des Etats A5123.7- Mettre en place progressivement un dispositif de Basket Funds thématiques
	Activités principales A5124.1- Conduire les audits conjoints avec l'ensemble des PTF et assurer le suivi des recommandations A5124.2- Conduire des missions de Contrôle Interne dans l'ensemble du système CILSS et assurer le suivi des recommandations A5124.3- Elaborer et mettre en œuvre une charte d'audit interne A5124.4- Elaborer et mettre en œuvre un manuel d'audit interne A5124.5- Elaborer un plan pluri-annuel d'audit interne basé sur la cartographie des risques
SR512.3 La stratégie de fund-raising permet au CILSS d'avoir accès à des modes de financement nouveaux	Activités principales A5124.1- Conduire les audits conjoints avec l'ensemble des PTF et assurer le suivi des recommandations A5124.2- Conduire des missions de Contrôle Interne dans l'ensemble du système CILSS et assurer le suivi des recommandations A5124.3- Elaborer et mettre en œuvre une charte d'audit interne A5124.4- Elaborer et mettre en œuvre un manuel d'audit interne A5124.5- Elaborer un plan pluri-annuel d'audit interne basé sur la cartographie des risques
	Activités principales A5124.1- Conduire les audits conjoints avec l'ensemble des PTF et assurer le suivi des recommandations A5124.2- Conduire des missions de Contrôle Interne dans l'ensemble du système CILSS et assurer le suivi des recommandations A5124.3- Elaborer et mettre en œuvre une charte d'audit interne A5124.4- Elaborer et mettre en œuvre un manuel d'audit interne A5124.5- Elaborer un plan pluri-annuel d'audit interne basé sur la cartographie des risques
R51.2 Le CILSS fonctionne selon l'approche programme	
SR512.4 Le dispositif de contrôle interne et externe permet au management une meilleure maîtrise des risques	Activités principales A5124.1- Conduire les audits conjoints avec l'ensemble des PTF et assurer le suivi des recommandations A5124.2- Conduire des missions de Contrôle Interne dans l'ensemble du système CILSS et assurer le suivi des recommandations A5124.3- Elaborer et mettre en œuvre une charte d'audit interne A5124.4- Elaborer et mettre en œuvre un manuel d'audit interne A5124.5- Elaborer un plan pluri-annuel d'audit interne basé sur la cartographie des risques
	Activités principales A5124.1- Conduire les audits conjoints avec l'ensemble des PTF et assurer le suivi des recommandations A5124.2- Conduire des missions de Contrôle Interne dans l'ensemble du système CILSS et assurer le suivi des recommandations A5124.3- Elaborer et mettre en œuvre une charte d'audit interne A5124.4- Elaborer et mettre en œuvre un manuel d'audit interne A5124.5- Elaborer un plan pluri-annuel d'audit interne basé sur la cartographie des risques

OS5.2- Faire du CILSS, l'organisme de référence des Etats dans ses domaines de compétence et le partenaire privilégié des OIG et autres acteurs du développement

R52.1 Les produits et services du CILSS sont soutenus par une communication efficace	
<p>SR521.1 Les acquis du CILSS sont répertoriés, capitalisés et valorisés</p>	<p>Activités principales</p> <p>A5211.1- Recenser les réalisations du CILSS dans les pays de la sous région, dans les domaines de la SA, de la ME, de l'AM, de la GRN, afin de mieux orienter les Etats et les PTF dans leurs interventions</p> <p>A5211.2-- Communiquer sur les expériences réussies du CILSS avec les Etats et autres structures</p>
<p>SR521.2 Le CILSS met en place un système de gestion de sa base de connaissance</p>	<p>Activités principales</p> <p>A5212.1- Définir et mettre en œuvre la stratégie de gestion des connaissances, en collaboration avec les structures régionales, nationales et académiques concernées</p> <p>A5212.2- Elaborer des produits d'information basés sur des analyses multi-sectorielles</p>
<p>SR521.3 La communication du CILSS permet d'amplifier la visibilité de ses activités et réalisations dans les pays membres</p>	<p>Activités principales</p> <p>A5213.1- Constituer des réseaux de relais de l'information dans les Etats</p> <p>A5213.2- Médiatiser les activités et les résultats du CILSS</p> <p>A5213.3- Faire du site WEB le pôle permanent de visibilité des activités du CILSS</p> <p>A5213.4- Organiser des conférences événementielles sur des thèmes d'intérêt régional</p> <p>A5213.5- Intensifier les activités de relations publiques sur le terrain</p>
R52.2 Le CILSS est le bras technique des principales OIG d'intégration de la sous région	
<p>SR522.1 Les MOU et les protocoles de collaboration avec les OIG et autres partenaires techniques sont actualisés et opérationnels</p>	<p>Activités principales</p> <p>A5221.1- Suivre la mise en œuvre des conventions et protocoles de collaboration</p> <p>A5221.2- Mettre en place des commissions mixtes de mise en œuvre des conventions</p>
<p>SR522.2 Le CILSS a développé et anime des outils pour les politiques régionales</p>	<p>Activités principales</p> <p>A5222.1- Elaborer des programmes conjoints avec les OIG</p> <p>A5222.2- Mettre en place des cadres de concertations de mise en œuvre des programmes conjoints</p> <p>A5222.3- Mettre en place un dispositif de pilotage et de suivi évaluation des programmes conjoints avec les OIG</p>
R52.3 Le CILSS conseille et appuie les Etats dans la mise en œuvre des politiques de sécurité alimentaire et de développement durable	
<p>SR523.1 Les interfaces et relais entre le CILSS et les Etats sont renouvelées</p>	<p>Activités principales</p> <p>A5231.1- Restructurer les CONACILSS et les rendre plus opérationnels</p> <p>A5231.2- Coordonner l'action des points focaux des programmes spécifiques</p>
<p>SR523.2 Le dialogue politique avec les Etats est renforcé</p>	<p>Activités principales</p> <p>A5232.1- Tenir régulièrement le Comité Technique de Gestion (CTG) et les instances statutaires du CILSS</p> <p>A5232.2- Organiser annuellement une concertation entre le CILSS et les ministères de tutelle de chaque pays</p> <p>A5232.3- Organiser annuellement des visites terrain dans chaque pays lors des rencontres</p>

IV. DISPOSITIF DE CONTROLE ET DE SUIVI-EVALUATION

4.1. Système de contrôle

La mise en œuvre du programme de travail sera conduite sous le contrôle d'un système structuré au CILSS autour de deux (2) volets : le contrôle interne et le contrôle externe.

4.1.1. Un contrôle interne renforcé

La mission du contrôle interne est d'assurer la transparence des actes de gestion, leur conformité aux lois, règlements et procédures en vigueur, et de minimiser ainsi les risques aux plans financier, opérationnel et organisationnel. Pour une meilleure efficacité, la communication des programmes techniques avec l'unité en charge du contrôle interne sera renforcée ainsi que son implication dans les processus de programmation sur la période 2009 - 2013 sur l'ensemble des axes d'intervention.

Les évolutions nécessaires envisagées au plan du contrôle interne dans les cinq (5) prochaines années portent sur le renforcement des ressources financières et humaines, notamment au niveau des fonctions supports (secrétariat et assistants). De plus, les efforts engagés seront poursuivis pour améliorer la préparation des audits, renforcer la rigueur des contrôles sur sites, mettre en œuvre un système de management des risques et accroître la fréquence des restitutions aux mandataires (Etats et partenaires).

4.1.2. Un contrôle externe optimisé

Quant au contrôle externe, il est réalisé d'une part par un commissaire aux comptes commis par les Etats membres et d'autre part par des contrôleurs désignés par les partenaires financiers du CILSS.

Le Commissaire aux Comptes réalise ainsi avec indépendance, une fois par an, un audit financier du CILSS conformément aux dispositions réglementaires. A ce titre, il procède au contrôle des états financiers et émet un avis motivé sur la rigueur de la gestion des comptes, sur le patrimoine de l'Institution, sur sa situation financière à la fin de l'exercice considéré ainsi que sur la qualité du contrôle interne.

Le second niveau de contrôle externe réalisé pour les partenaires financiers du CILSS s'effectue de façon ponctuelle, suivant la situation au plan des appuis apportés par les bailleurs concernés. Par ailleurs, la pratique de l'audit conjoint annuel et multi-bailleurs qui a fait ses preuves depuis plusieurs années, sera poursuivie. Dans le cadre de cet audit conjoint, chaque bailleur apporte sa contribution à la prise en charge de son coût.

La réflexion engagée pour intégrer le commissariat aux comptes commandité par les Etats dans l'audit annuel conjoint, sera poursuivie et mûrie durant la période de mise en œuvre du programme de travail 2009-2013.

4.2. Dispositif de suivi-évaluation

Le CILSS a engagé en 2008 l'actualisation de son manuel de suivi - évaluation. La nouvelle vision retenue en matière de suivi-évaluation met l'accent sur (i) le couplage du suivi-évaluation interne et externe, (ii) la maîtrise du processus par l'ensemble des acteurs internes et externes et (iii) une large participation de toutes les composantes organisationnelles du CILSS à l'animation du dispositif mis en place. Le dispositif est coordonné par l'unité en charge du suivi évaluation, appuyée par les unités de suivi évaluation de l'INSAH et du Centre régional AGRHYMET, qui seront mises en place à court terme. En ce qui concerne les unités de programmes/projets au niveau national qui pourraient être mises en place, des manuels simplifiés de suivi-évaluation pourraient être élaborés en conformité avec le manuel du CILSS. Le suivi-évaluation se fera à plusieurs niveaux, à savoir :

- Le suivi d'exécution (aspects physiques, financiers, organisationnels, ..) ;
- Le suivi des résultats (effets) ;
- Le suivi des objectifs (impacts pour apprécier l'appréciation des conditions de leur atteinte) ;
- Le suivi des évaluations (situation de référence, enquêtes, évaluations internes, à mi-parcours et finales..).

Une base de données renseignable par les experts des différents programmes thématiques a été mise en place en décembre 2008 pour contribuer à ces chantiers.

Par ailleurs, la pratique des évaluations conjointes des blocs thématiques sera systématisée dans le cadre de la mise en œuvre de l'approche programme. Le plan pluriannuel d'évaluation comprend une évaluation externe à mi-parcours, une évaluation externe finale et des évaluations internes selon les besoins. Un tableau des indicateurs à atteindre durant les 5 années du programme de travail sera à ce titre discuté avec les bailleurs et les Etats membres. Des évaluations internes éclairant des thèmes donnés seront également pratiquées. En ce qui concerne les risques et hypothèses identifiées dans le cadre logique, un plan de gestion de ces risques/hypothèses sera élaboré et rigoureusement suivi pour permettre une bonne exécution du projet.

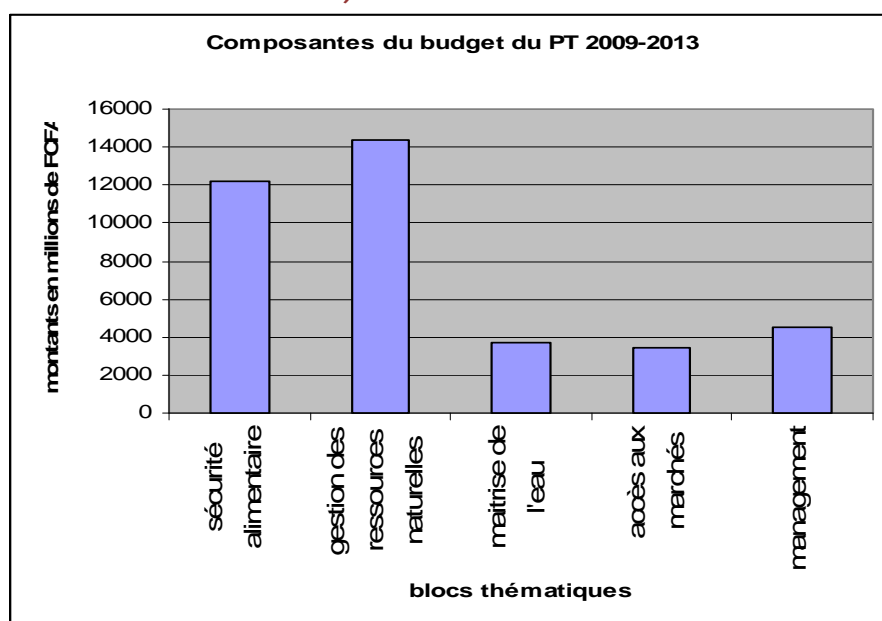
En rupture avec le champ traditionnellement limité du suivi-évaluation au CILSS, le nouveau suivi-évaluation devra contribuer à une plus grande visibilité de l'Institution à travers la mise à disposition des informations sur ses performances et ses résultats.

De façon concrète, le suivi-évaluation se fera selon deux principes pour améliorer les performances du CILSS. Il s'agit de l'**apprentissage** à travers la capitalisation des réussites et échecs de l'Institution et de la **responsabilisation** à travers des engagements d'objectifs et de résultats devant les Etats, les bailleurs et les populations cibles.

V. BUDGET DE MISE EN ŒUVRE

Le financement de la mise en œuvre du Programme de travail nécessitera un montant de 38,214 milliards de F CFA sur la période 2009-2013. Ce budget se répartit à hauteur de 38 % pour la composante gestion des ressources naturelles, de 32 % pour la sécurité alimentaire, de 10% pour la maîtrise de l'eau, de 9 % pour la composante accès aux marchés et de 11 % pour management.

Figure 2 : budgets par axe pour la mise en œuvre du programme de travail 2009-2013 (en millions F CFA)



Les paragraphes suivants détaillent les budgets par composante, nécessaires pour permettre la mise en œuvre des différentes activités et l'atteinte des objectifs stratégiques, des objectifs spécifiques et résultats dans les cinq (5) prochaines années.

➤ *Pour la Sécurité alimentaire*

Les interventions du CILSS en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest nécessiteront un financement de 12,162 milliards F CFA. Ce budget devra permettre d'appuyer la mise en œuvre des politiques de sécurité alimentaire (9,643 milliards F CFA) et de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour réduire la vulnérabilité des populations face aux crises alimentaires et nutritionnelles (2,519 milliards F CFA).

➤ *Pour la Gestion des ressources naturelles*

La mise en œuvre du programme de travail 2009-2013 pour le volet Gestion des ressources naturelles nécessitera un budget total de 14,350 milliards F CFA. Ce budget couvre à hauteur de 2,855 milliards F CFA les appuis à l'amélioration des politiques, à la mise en place des outils de gestion durable des ressources naturelles et d'adaptation aux changements

climatiques. Il couvre également les besoins de financement de 10,4 milliards F CFA pour assurer l'accompagnement de la mise en œuvre des programmes régionaux d'investissements pour la valorisation des ressources naturelles. La production de connaissances et le renforcement des capacités des acteurs en matière de gestion des ressources naturelles et d'adaptation aux changements climatiques nécessiteront 1,095 milliards F CFA.

➤ *Pour la maîtrise de l'eau*

La réalisation des activités prévues pour appuyer la valorisation des ressources hydriques pour satisfaire les besoins en eau potable et agricole au Sahel et en Afrique de l'Ouest nécessitera un financement de 3,750 milliards F CFA sur la période 2009-2013. Les financements requis permettront essentiellement d'améliorer le niveau des connaissances des ressources en eau (2,58 milliards F CFA) et de renforcer l'expertise des Etats dans la maîtrise de l'eau (1,17 milliards F CFA pour les formations).

➤ *Pour l'accès aux marchés*

Le budget nécessaire pour appuyer l'intégration des marchés et améliorer la fluidité des échanges des produits agricoles et alimentaires s'élève à 3,427 milliards F CFA sur la période 2009-2013. Dans le détail, les financements nécessaires devront permettre d'appuyer les SIM et les bourses de céréales et de fret à hauteur de 1,810 milliards F CFA et d'appuyer les politiques de commerce des produits vivriers à hauteur de 1,567 milliards de FCFA.

➤ *Pour le Management*

La mise en œuvre du programme de travail nécessitera une transformation organisationnelle pour améliorer la qualité du management et son alignement sur la Vision 2020 et les orientations stratégiques du CILSS. La réalisation des activités de transformation et d'amélioration du CILSS au plan du Management nécessitera un financement global de 4,525 milliards F CFA sur la période 2009-2013. Il permettra également de mettre en œuvre les actions nécessaires pour ériger le CILSS comme partenaire privilégié des Etats et des principales OIG en matière de sécurité alimentaire, de gestion des ressources naturelles, de maîtrise de l'eau et d'accès aux marchés (1,6 milliards F CFA).

VI. PRISE EN COMPTE DU GENRE ET DE L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL

6.1. Stratégie en matière de genre et d'égalité des sexes

Les femmes constituent plus de 50% de la population sahélienne et de la population rurale. Avec les enfants, elles constituent la fraction de la population la plus touchée par l'insécurité alimentaire et la dégradation des ressources naturelles. Il est donc primordial que les activités du CILSS prennent en compte cette fraction de la population.

A cet effet, le CILSS s'est doté en 2008 d'une politique genre. Des formations sont prévues à partir de 2009 pour renforcer les capacités des experts et cadres à opérationnaliser cette politique genre dans la mise en œuvre du PT 2009-2013.

Ainsi chaque année, les indicateurs du cadre de mesure de rendement devront être désagrégés en mettant en exergue la dimension genre au niveau des différentes actions qui seront menées.

6.2. Stratégie en matière d'environnement

Le CILSS a des responsabilités environnementales importantes pour la sous-région (espace CEDEAO plus la Mauritanie et le Tchad). En effet, le CILSS :

- Assure le Secrétariat technique pour le compte de la CEDEAO du Programme Sous-Régional Ouest Africain de Lutte contre la Désertification (PASR-AO), qui lui constitue une partie du volet environnemental du NEPAD. Le CILSS constitue en effet un acteur important dans la mise en œuvre de cette Convention sur la désertification dans l'espace CEDEAO, à laquelle la plupart de ses partenaires techniques et financiers (PTF) ont adhéré ;
- Gère à travers le Centre Régional AGRHYMET (CRA), une importante base de données environnementale et réalise les analyses qui contribuent à mieux appréhender le phénomène des Changements climatiques au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Le CRA vient de démarrer à cet effet sur financement de l'Union européenne, un vaste et important programme de surveillance de l'environnement en Afrique de l'Ouest (espace CEDEAO) dans une perspective de développement durable pour le compte de l'Union Africaine ;
- En collaboration avec l'Université de Zambie en Afrique australe, ont été désignés comme centres d'excellence du pilier 1 du NEPAD sur la gestion durable des terres et la gestion des ressources naturelles partagées. A cet effet, les deux institutions (CILSS et Université de Zambie) ont élaboré un cadre stratégique de gestion de gestion durable des terres et de la maîtrise de l'eau qui servira de référence pour tout le continent africain ;
- Coordonne pour le compte de la CEDEAO les activités de biosécurité dans le but de préserver la qualité et la santé du matériel génétique végétal et animal.

Au regard de ces mandats importants qui lui sont confiés en matière d'environnement, le CILSS a formé en 2007 l'ensemble de ses cadres et experts à maîtriser les différents outils d'évaluation stratégique environnementale (EES) et d'étude d'impact sur l'environnement et

social (EIES). Ces outils vont lui permettre de prendre en compte la dimension environnementale dans les différents projets et programmes du PT 2009-2013, notamment tous les projets d'aménagement (élevage, irrigation, etc..) en entreprenant dès leur démarrage des évaluations stratégiques environnementales et des études d'impact environnemental et social (EIES) et en élaborant des plans de gestion environnementale et sociale (PGES) pour prendre en charge des mesures et mitigation des effets néfastes.

Il convient également de rappeler que l'institution a entrepris depuis 2008 la mise en place d'un dispositif de surveillance et de veille environnementale (SIVE) en Afrique de l'Ouest, à l'image du dispositif de veille sur la sécurité alimentaire actuellement opérationnel en Afrique de l'Ouest. Dans le cadre de ce dispositif SIVE, l'institution a déjà élaboré avec la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest un tableau de bord sur les indicateurs (au niveau national et régional) à suivre en matière d'environnement en Afrique de l'Ouest. Il s'agira au cours de la période du PT 2009-2013 d'opérationnaliser ce dispositif SIVE qui à terme, devra fusionner le dispositif régional sur la veille alimentaire.